

Grand-Duché de
Luxembourg

COMMUNE
PARC HOSINGEN

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS

du conseil communal du Parc Hosingen

Séance publique du : 21/12/2023
Date de l'annonce publique : 13/12/2023
Date de la convocation des conseillers : 13/12/2023

Présents : Wester Romain, bourgmestre ; Thilgen Gilles et Majerus Georges, échevins; Frieseisen Louise, Wagener Nico, Keiser Francine, Eicher Nico, Heckemanns Nico, Lourenco José Pedro, Dohm Christophe et Hengen Nathalie, conseillers.

Absents: a) excusé : /
b) sans motif : /

Point de l'ordre du jour No 9

Objet : Modification ponctuelle du plan d'aménagement général au lieu-dit « In der Dickt – la Sapinière» à Wahlhausen – vote définitif

Le Conseil communal,

Vu la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu le règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement particulier « quartier existant » et du plan d'aménagement « nouveau quartier » portant exécution du plan d'aménagement général d'une commune ;

Vu la loi du 3 mars 2017 dite « Omnibus » ;

Vu le plan d'aménagement général (réf. 74C/1022/2017) de la commune du Parc Hosingen approuvé définitivement par

- le conseil communal en date du 14 juin 2018 ;
- la Ministre de l'Intérieur en date du 26 novembre 2018 ;
- le Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable en date du 23 juillet 2018 ;

Vu le règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites approuvé définitivement par le conseil communal en date du 26 septembre 2019 ;

Vu la demande introduite par le bureau d'études CO3 au nom et pour le compte de la commune du Parc Hosingen, visant une modification des parties graphique et écrite concernant les parcelles inscrites au cadastre comme suit :

section HnE de Hosingen

n° cad.	lieu-dit	Superficie
1081/4234	In der Dickt	13,62 ares

Vu la délibération du conseil communal du 22 juin 2023 aux termes de laquelle le conseil communal a approuvé provisoirement la modification ponctuelle du plan d'aménagement général au lieu-dit « In der Dickt – la Sapinière» à Wahlhausen ;

Vu l'argumentaire justifiant l'initiative ;

Précisant que la modification ponctuelle concerne la partie graphique et la partie écrite du PAG :

Partie graphique :

- reclassement d'une zone « zone forestière » en « zone spéciale sapinière 1 » ;
- superposition d'une « zone de servitude urbanisation – zone tampon » dans l'est du terrain concerné ;
- indication d'habitats (en référence à l'article 7 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) ;

Partie écrite :

- définition de la « zone spéciale sapinière 1 » ;

Vu l'avis du ministère de l'Environnement du Climat et du Développement durable du 24 juillet 2023 (réf 105609) concernant le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général de la commune du Parc Hosingen concernant des fonds sis à Wahlhausen, projet nommé « In der Dickt – la Sapinière» ;

Vu l'avis de la commission d'aménagement du 16 novembre 2023, référence 74C/034/2023 (PAP QE 19718/74C) ;

Considérant que le projet de modification du plan d'aménagement général de la commune du Parc Hosingen au lieu-dit « In der Dickt – la Sapinière» à Wahlhausen a été publié dans la forme prescrite et dans le délai prévu à l'article 30 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 et qu'aucune réclamation n'a été reçue ;

à l'unanimité des voix

approuve le projet de modification ponctuelle du plan d'aménagement général de la commune du Parc Hosingen concernant des fonds sis à Wahlhausen , au lieu-dit« In der Dickt – la Sapinière», numéro cadastral HnE 1081/4234.

Ainsi délibéré en séance, date qu'en tête.

Suivent les signatures.

Pour extrait conforme,

Le Bourgmestre,



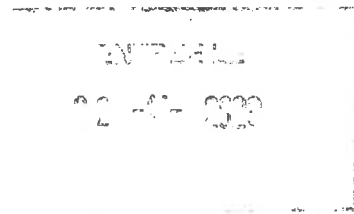
Le Secrétaire,





Notre réf.: 74C/034/2023, PAP QE 19718/74C

Dossier suivi par : Thomas DOS SANTOS
Téléphone : 247-74631
E-mail : thomas.dosSantos@mi.etat.lu



Luxembourg, le 16 novembre 2023

AVIS

Conformément à l'article 11 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, la commission d'aménagement, ci-après dénommée « *la commission* », dans sa séance du 4 octobre 2023, à laquelle assistaient les membres Messieurs Frank Goeders et Robert Wealer ainsi que Messieurs Fabio Ottaviani, Flavio Amado et Claude Schuman, a émis à l'unanimité des voix le présent avis au sujet du projet de modification ponctuelle des parties écrite et graphique du plan d'aménagement général (PAG) de la commune de Parc Hosingen concernant des fonds situés à Wahlhausen, au lieu-dit « *In der Dickt – la Sapinière* », présenté par le collège des bourgmestre et échevins de la commune précitée et élaboré par le bureau d'études CO3 S.à r.l. Le représentant-expert Pit Steinmetz assistait avec voix consultative à la séance.

La présente modification ponctuelle de la **partie graphique** du PAG vise :

- le reclassement de la parcelle cadastrale n° 1081/4234, actuellement classée en « *zone forestière* » [FOR], en « *zone spéciale sapinière 1* » [SPEC sap 1], superposée en partie d'une servitude « *urbanisation – zone tampon* » [ZT] et avec l'indication complémentaire « *habitat d'espèces protégés* » (Art. 17).

La présente modification ponctuelle de la **partie écrite** du PAG vise :

- l'ajout des articles 10.3 « *Zone spéciale « la Sapinière 1 » (SPEC sap-1)* » et 23.7 « *Servitude « urbanisation – zone tampon » (ZT)* » ainsi que l'adaptation de la numérotation des articles existants.

La modification est sollicitée en vue d'adapter le classement de ladite parcelle cadastrale à la situation actuelle et de permettre des modifications ultérieures des infrastructures existantes.

La commission avise favorablement la modification ponctuelle précitée du PAG.



Réf.: 74C/034/2023, PAP QE 19718/74C

Le Président de la
commission d'aménagement



Frank GOEDERS

ADMINISTRATION COMMUNALE

PARC HOSINGEN

11, OP DER HÉI

L-9809 HOSINGEN



STRATEGISCHE UMWELTPRÜFUNG

PHASE 1 - UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG
FÜR DIE GEPLANTE MODIFIKATION DES PLAN D'AMÉNAGEMENT GÉNÉRAL DER
GEMEINDE PARC HOSINGEN IM BEREICH „LA SAPINIÈRE“

VERSION VOM 28. MÄRZ 2023



Oeko-Bureau

Ecologie / Aménagement du territoire
Didactique de l'Environnement

Boîte postale 44
Tél.: (+352) 56 20 20

L-3701 Rumelange
info@oeko-bureau.lu

Auftraggeber:

Administration Communale Parc Hosingen
11, Op der Héi
L-9809 Hosingen

Auftragnehmer:

Oeko-Bureau s.à r.l.
3, Place des Bruyères
L-3701 Rumelange
Tél.: 56 20 20

Bildnachweis Deckblatt:

Auszug aus dem Orthophoto 2022 mit der Plangebietsabgrenzung.
Quelle: Oeko-Bureau, März 2021

INHALTSVERZEICHNIS

1	EINLEITUNG	7
1.1	ANLASS UND ZIELSETZUNG	7
1.2	GESETZLICHE GRUNDLAGEN	8
1.3	VORGEHENSWEISE UND METHODIK	9
1.4	DATENGRUNDLAGE UND UNSICHERHEITEN	10
2	PROJEKTBSCHREIBUNG	11
3	PLANGEBIETSBESCHREIBUNG	14
4	VERTRÄGLICHKEIT MIT ÜBERGEORDNETEN PLÄNEN UND PROGRAMMEN	18
5	ABSCHÄTZUNG DER UMWELTAUSWIRKUNGEN	25
5.1	SCHUTZGUT BEVÖLKERUNG UND GESUNDHEIT DES MENSCHEN	26
5.1.1	LÄRM	26
5.1.2	VERKEHRSSICHERHEIT.....	28
5.1.3	GENEHMIGUNGSPFLICHTIGE ANLAGEN UND BETRIEBE	29
5.1.4	NAHERHOLUNGS- UND FREIZEITQUALITÄT	30
5.2	SCHUTZGUT PFLANZEN, TIERE UND BIOLOGISCHE VIELFALT	32
5.2.1	INTERNATIONALE UND NATIONALE SCHUTZGEBIETE (ART. 32FF. NATSCHG)	32
5.2.2	ARTENSCHUTZ (ART. 21 NATSCHG)	33
5.2.3	BIOTOP- UND HABITATWERT (ART. 17 NATSCHG).....	34
5.3	SCHUTZGUT LANDSCHAFT	36
5.3.1	WERTIGKEIT DER LANDSCHAFT (PSP).....	36
5.3.2	LAGE IM SIEDLUNGSKÖRPER	37
5.4	SCHUTZGUT WASSER	38
5.4.1	OBERFLÄCHENGEWÄSSER	38
5.4.2	GRUND- UND TRINKWASSER	39
5.4.3	HOCHWASSER.....	40
5.4.4	ABWASSER	40
5.5	SCHUTZGUT BODEN.....	42
5.5.1	FLÄCHENVERBRAUCH	42
5.5.2	SCHADSTOFFBELASTETE BÖDEN	42
5.5.3	LANDWIRTSCHAFTLICH WERTVOLLE BÖDEN	43
5.6	SCHUTZGUT KLIMA UND LUFT	44

5.6.1	KLIMAWANDEL.....	44
5.6.2	KLIMATISCH - LUFTHYGIENISCHE AUSGLEICHSFLÄCHEN.....	46
5.6.3	FEINSTAUBBELASTUNG	47
5.7	SCHUTZGUT KULTUR- UND SACHGÜTER	48
5.7.1	ARCHÄOLOGISCH RELEVANTE FLÄCHEN.....	48
5.7.2	DENKMALSCHUTZ VON OBJEKTEN UND ENSEMBLES.....	49
6	FAZIT.....	50
7	ANHANG.....	51

ABBILDUNGSVERZEICHNIS

Abbildung 1: Abgrenzung der geplanten Modifikation (rot) bei Wahlhausen-Dickt auf dem Luftbild 2022. Quelle: http://www.geoportail.lu	7
Abbildung 2: Ausschnitt des rechtskräftigen PAG der Gemeinde Parc Hosingen im Plangebietsbereich. Quelle: CO3 2023	8
Abbildung 3: Oben: Ausschnitt aus dem rechtskräftigen PAG der Gemeinde Parc Hosingen. Unten: PAG Projekt der MoPo „La Sapinière“. Quelle: CO3 2023	12
Abbildung 4: Plangebiet (rot) auf dem Orthophoto 2022 im Vergleich zum Layer „Öffentliche Wälder“. Quelle: http://www.geoportail.lu	13
Abbildung 5: Auszug aus dem Kataster mit Abgrenzung der geplanten Modifikation (rot). Quelle: http://www.geoportail.lu	13
Abbildung 6: Ausschnitt aus dem Orthophoto 2019 mit dem Plangebiet (rot). Quelle: http://www.geoportail.lu	14
Abbildung 7: Östlicher Randbereich des Plangebietes in Blickrichtung Nordwesten. Links im Bild ist das Schwimmbecken sichtbar. Quelle: CO3 2023	15
Abbildung 8: Südlicher Teilbereich des Plangebietes in Blickrichtung Südosten. Im Hintergrund ist der Tennisplatz sichtbar. Quelle: Oeko-Bureau 2023	15
Abbildung 9: Schwimmbecken der Ferienanlage „La Sapinière“, dessen Vergrößerung geplant ist. Quelle: Oeko-Bureau 2023	16
Abbildung 10: Nördlicher Randbereich des Plangebietes in Blickrichtung Süden. Quelle: Oeko-Bureau 2023	16
Abbildung 11: Waldrand im Osten des Plangebietes in Blickrichtung Südosten. Quelle: Oeko-Bureau 2023	17
Abbildung 12: Große Landschaftsräume im Umfeld des Plangebietes (rot). Quelle: https://www.geoportail.lu	19
Abbildung 13: Bestehende Gewerbebezonen im PSZAE in der Gemeinde Parc Hosingen (rot: Plangebiet). Quelle: https://www.geoportail.lu	20
Abbildung 14: Basisstation der öffentlichen Mobilfunknetze ≥ 50 Watt (Punkt) im Umfeld des Plangebietes (Polygon). Topographische Karte im Maßstab 1:10.000. Quelle: https://www.geoportail.lu	21
Abbildung 15: Natura2000-Schutzgebiete innerhalb der Gemeinde Parc Hosingen. Rot: Verortung des Plangebietes. Quelle: www.geoportail.lu	23
Abbildung 16: Nationale Schutzgebiete innerhalb der Gemeinde Parc Hosingen. Rot: Verortung des Plangebietes. Quelle: www.geoportail.lu	23
Abbildung 17: Lärmimmissionen entlang der N7 auf Höhe des Kreisverkehrs Schinker (24-Std-Wert, LDEN 2016) westlich des Plangebietes (rot). Quelle: http://www.geoportail.lu	27
Abbildung 18: Nächtliche Lärmimmissionen entlang der Hauptstraßenverkehrsachsen (Nacht-Wert, LNGT 2016). Quelle: http://www.geoportail.lu	28
Abbildung 19: Topographische Karte (Maßstab 1:5000) mit den Hauptverkehrsachsen in der Nähe des Plangebietes (rot). Quelle: http://www.geoportail.lu	29
Abbildung 20: Plangebiet (grün) mit den nächstgelegenen IED-Installationen (blau) und Windkraftanlagen (orange) sowie dem Basisstationen der öffentlichen Mobilfunknetze (rot). Quelle: http://www.geoportail.lu	30
Abbildung 21: Potenziell ruhige Gebiete im ländlichen Raum. Quelle: http://www.geoportail.lu	31
Abbildung 22: Rad- und Wanderwege im Umfeld des Plangebietes. Quelle: http://www.geoportail.lu	31

Abbildung 23: Schutzgebiete im Umfeld der Untersuchungsfläche. Quelle: Eigene Darstellung nach http://www.geoportail.lu	33
Abbildung 24: Grünzüge/Grünzäsuren (hellgrün) und große Landschaftsräume (dunkelgrün) in der Umgebung des Plangebietes (rot). Quelle: http://www.geoportail.lu	37
Abbildung 25: Oberflächengewässer (blau) im Umfeld des Plangebietes. Quelle: http://www.geoportail.lu	39
Abbildung 26: Starkregengefahrenzonen im Plangebietsbereich. Quelle: http://www.geoportail.lu	40
Abbildung 27: Auszug der Bodengütekarte mit der ungefähren Lage des Plangebietes (gelb). Quelle ASTA 2017	43
Abbildung 28: Treibhausgasemission 2017 (in CO ₂ -Äquivalenten) pro Kopf im EU-Vergleich. Quelle: http://www.eea.europa.eu/data-and-maps/data/data-viewers/greenhouse-gases-viewer	45
Abbildung 29: Anbindungen an den ÖPNV (violett) in der Umgebung des Plangebietes (rot). Quelle: https://www.geoportail.lu	46
Abbildung 30: Auszug aus der Karte des INRA. Die ungefähre Lage des Plangebietes ist blau markiert. Quelle: INRA 2015	49

TABELLENVERZEICHNIS

<i>Tabelle 1: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Bevölkerung und Gesundheit des Menschen</i>	26
<i>Tabelle 2: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt</i>	32
<i>Tabelle 3: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Landschaft</i>	36
<i>Tabelle 4: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Wasser</i>	38
<i>Tabelle 5: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Boden</i>	42
<i>Tabelle 6: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Klima und Luft</i>	44
<i>Tabelle 7: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Kultur- und Sachgüter</i>	48

1 EINLEITUNG

Das vorliegende Dokument umfasst die Phase 1 der Strategischen Umweltprüfung (SUP), Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP), für die geplante Modifikation des Plan d'Aménagement Général (PAG) der Gemeinde Parc Hosingen im Bereich „La Sapinière“ in Wahlhausen-Dickt.

1.1 ANLASS UND ZIELSETZUNG

Die Gemeinde Parc Hosingen plant bei Wahlhausen-Dickt eine Fläche, die im aktuellen PAG als „Zone forestière“ (FOR) ausgewiesen ist, über eine punktuelle Modifikation in eine „Zone spéciale ‚la Sapinière 1‘“ (SPEC sap-1) umzuwandeln. Da die SPEC sap-1 als Ausweisungskategorie im PAG noch nicht existiert, ist die Definition einer solchen Zone ebenfalls Teil dieser „modification ponctuelle“ (MoPo). Ziel der Modifikation ist eine Bestandsanpassung der aktuellen Nutzung im Plangebiet. Es handelt sich dabei um ein Schwimmbaden sowie einen Tennisplatz, welche Teil eines Ferienwohnungskomplexes sind. Zudem ist ein Ausbau bzw. eine Vergrößerung des Schwimmbadens geplant.

Um potenziell erhebliche Umweltauswirkungen dieser geplanten PAG-Modifikation zu ermitteln, wird die vorliegende Phase 1 der SUP durchgeführt.



Abbildung 1: Abgrenzung der geplanten Modifikation (rot) bei Wahlhausen-Dickt auf dem Luftbild 2022. Quelle: <http://www.geoportail.lu>



Abbildung 2: Ausschnitt des rechtskräftigen PAG der Gemeinde Parc Hosingen im Plangebietsbereich. Quelle: CO3 2023

1.2 GESETZLICHE GRUNDLAGEN

Unter der generellen Zielsetzung, dem Erhalt und Schutz der Umwelt bzw. der Verbesserung ihrer Qualität, dem Schutz der menschlichen Gesundheit sowie der rationellen Verwendung der natürlichen Ressourcen, hat das Europäische Parlament und der Rat eine Richtlinie erlassen, nach der die Bewertung der möglichen Auswirkungen von Plänen und Programmen auf diese Ziele zu erfolgen hat.

Diese sogenannte SUP-Richtlinie legt fest, dass Pläne und Programme, die aufgrund von Rechts- und Verwaltungsvorschriften erstellt werden müssen, der SUP-Pflicht unterliegen und entsprechend zu prüfen sind.

Hintergrund der Richtlinie ist, dass in der Vergangenheit in vielen Mitgliedsländern Aspekte des Umweltschutzes nicht bereits im Zuge von Planungsschritten, sondern erst bei Vorliegen von konkreten Projekten (z.B. im Rahmen einer Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP)) geprüft und berücksichtigt wurden. Die Auseinandersetzung mit möglichen erheblichen Umweltauswirkungen fand so oftmals erst zu einem Zeitpunkt statt, an dem schon die Weichen für umweltbeeinträchtigende Projekte gestellt waren.

Um die Mitgliedsstaaten anzuhalten, Umweltaspekte bereits zum frühestmöglichen Zeitpunkt in ihre Planungen einfließen zu lassen und diese bei ihren Entscheidungen zu berücksichtigen, wurde im Jahr 2001 die SUP-Richtlinie zur Prüfung der Umweltauswirkungen bestimmter Pläne und Programme erlassen. Das erklärte Ziel der SUP-Richtlinie besteht darin, bei der Erarbeitung der jeweiligen Pläne und Programme möglichst früh Informationen über potenzielle, erhebliche Umweltauswirkungen zu erhalten, um bereits auf der Planungsebene vorbeugend handeln zu können.

Weiterhin sollen die Beteiligung der Öffentlichkeit und das umweltspezifische Problembewusstsein auf der Planungs- und Entscheidungsebene gefördert werden. Wenn dementsprechend neben sozialen und wirtschaftlichen Aspekten auch Umweltaspekte ausgewogen berücksichtigt werden, trägt die SUP zu einer nachhaltigen Entwicklung bei.

Die europäische SUP-Richtlinie wurde durch das Gesetz vom 22. Mai 2008 „relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement“ (SUP-Gesetz) in nationales Recht übertragen.

Nach Art. 2 SUP-Gesetz sind Neuaufstellungen oder Änderungen eines PAG einer SUP zu unterziehen.

Nach Art. 2.3 SUP-Gesetz sind geringfügige Änderungen, die die Nutzung kleiner Gebiete auf lokaler Ebene betreffen, nur obligatorisch einer SUP zu unterziehen, wenn erhebliche Umweltauswirkungen nicht ausgeschlossen werden können.

1.3 VORGEHENSWEISE UND METHODIK

Die Vorgehensweise und Methodik einer SUP sind in SUP-Gesetz und SUP-Leitfaden verankert. Entsprechend Art. 5 SUP-Gesetz werden in einer SUP die möglichen Auswirkungen einer Planung auf die Schutzgüter Mensch, Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt, Boden, Landschaft, Wasser, Klima und Luft, Sachgüter und kulturelles Erbe sowie die Zusammenhänge zwischen diesen verschiedenen Schutzgütern beschrieben und bewertet.

Nach dem SUP-Leitfaden „Leitfaden zur strategischen Umweltprüfung für die Ausarbeitung des Plan d'Aménagement Général“ (Auflage 2 vom 17.6.2010) sowie bestehenden Aktualisierungen erfolgt die SUP in zwei Phasen.

Ziel der Phase 1 der SUP, der Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP), ist es zu ermitteln, ob erhebliche negative Umweltauswirkungen durch die Planung ausgeschlossen werden können. Als Indikatoren des Umweltzustandes werden die Schutzgüter (Art. 5 SUP-Gesetz) und die Umweltleitziele aus dem nationalen Nachhaltigkeitsplan (PNDD) herangezogen. Die Bewertung erfolgt auf einer Skala von I bis V (nicht betroffen bis sehr hohe Auswirkung). Sind bei mindestens einem Schutzgut erhebliche d.h. hohe oder sehr hohe Auswirkungen nicht auszuschließen, ist in der Phase 2 der SUP ein detaillierter Umweltbericht auszuarbeiten.

Nach Abschluss der Phase 1 der SUP ist eine Stellungnahme des für Umwelt zuständigen Ministeriums sowie gegebenenfalls anderer betroffener Behörden einzuholen. Diese legen im Rahmen ihrer Stellungnahme, auf Basis der in der Phase 1 der SUP getroffenen Aussagen, Ausmaß und Detaillierungsgrad der Phase 2 der SUP fest.

Die Anfrage für eine Stellungnahme der zuständigen Ministerien und Behörden ist nach Art. 6.3 SUP-Gesetz einzuholen, wenn erhebliche Umweltauswirkungen in der SUP Phase 1 nicht ausgeschlossen werden können und eine Phase 2 der SUP für notwendig erachtet wird.

Die Stellungnahme wird nach Art. 2.3 SUP-Gesetz eingeholt, wenn auf Basis der Phase 1 der SUP keine erheblichen Umweltauswirkungen erwartet werden.

1.4 DATENGRUNDLAGE UND UNSICHERHEITEN

Thema	Quelle
Geländebegehung	OEKO-BUREAU, 2023
Projet d'aménagement general - Modification Ponctuelle „La Sapinière“	CO3, 2023
PAG der Gemeinde Parc Hosingen	AC Parc Hosingen / CO3, 2018
Plan National pour un Développement Durable (PNDD)	MDDI - DE
Programme Directeur de l'Aménagement Territoire (PDAT)	MDDI - DAT
Plans directeurs sectoriels (PDS, März 2021)	MECDD, MI, MECO
Art. 17 Biotope	Ortsbegehung, Februar 2023
Art. 17 Habitats	Ortsbegehung, Februar 2023, MNHN
Art. 21 Artenschutz	Ortsbegehung, Februar 2023, MNHN
Altlasten- und Verdachtsflächenkataster	CASIPO, Geoportal
Hochwasser und Trinkwasserschutz	Geoportal
Lärmkarten	Geoportal
Hochspannungsleitungen	Geoportal
Bodengütekarte	ASTA
Denkmalschutz und archäologische Fundstätten	SSMN und INRA
COMMODORO/ SEVESO	AC VDL

2 PROJEKTBSCHREIBUNG

Eine im gültigen PAG als „Zone forestière“ (FOR) ausgewiesene, ca. 1.360 m² große Fläche soll über eine punktuelle Modifikation (Mopo) in eine „Zone spéciale ‚la Sapinière 1‘“ (SPEC sap-1) umklassiert werden. Da allgemein die SPEC sap-1 als Ausweiskategorie im PAG noch nicht existiert, ist die Definition einer solchen Zone ebenfalls Teil dieser „modification ponctuelle“ (MoPo). Das Plangebiet entspricht der Parzelle 1081/4234 der Sektion HnE de Wahlhausen in der Flur „In der Dickt“. Ziel der Ausweisung ist die Anpassung des rechtskräftigen PAG an die Bestandssituation. Ein zu einer Ferienanlage gehörendes Schwimmbecken liegt teilweise innerhalb des Plangebietes und somit auch innerhalb einer FOR. Da derartige Freizeitinfrastrukturen nicht innerhalb einer FOR zulässig sind, handelt es sich bei dem Projektvorhaben um eine nachträgliche Anpassung des PAG aufgrund eines nicht den Einschränkungen der aktuellen Ausweisung entsprechenden Bestandes. Darüber hinaus ist ebenfalls die Vergrößerung des Schwimmbeckens innerhalb des Plangebietes geplant. Ein solches Bauvorhaben ist nur durch eine passende Ausweisung des entsprechenden Grundstückes realisierbar. Aufgrund der im Plangebiet befindlichen Grünstrukturen ist zum Einhalt einer umweltfreundlichen Nutzung der betroffenen Parzelle eine Ausweisung vorgesehen, welche weitreichende Bauentwicklungen unterbindet. Da in der für die Ferienanlage „La Sapinière“, zu der das betroffene Schwimmbecken gehört, auf einer dafür eigens geschaffenen „Zone spéciale ‚la Sapinière‘“ (SPEC sap) der Bau von Unterkünften prinzipiell gestattet ist, wurde eine neue Unterkategorie dieser SPEC sap im Rahmen der vorliegenden MoPo definiert. In dieser vorgeschlagenen SPEC sap 1 ist lediglich die Installation von mit „La Sapinière“ in Verbindung stehenden Freizeiteinrichtung im Außenbereich gestattet.

Die genaue Formulierung der dazu in der Partie écrite des PAG notwendigen Ergänzung lautet wie folgt:

10.3 Zone spéciale „La Sapinière 1“ (SPEC sap-1)

La zone spéciale „La Sapinière 1“ est destinée aux activités de plein air, sport, piscine, promenade, pique-nique et jeux relatives au village de vacances „La Sapinière“.

Seuls sont autorisés les aménagements, équipements et dépendances, propres aux activités de la zone.

Tout séjour, même temporaire, en résidence mobile ou autres installations mobiles, est interdit.

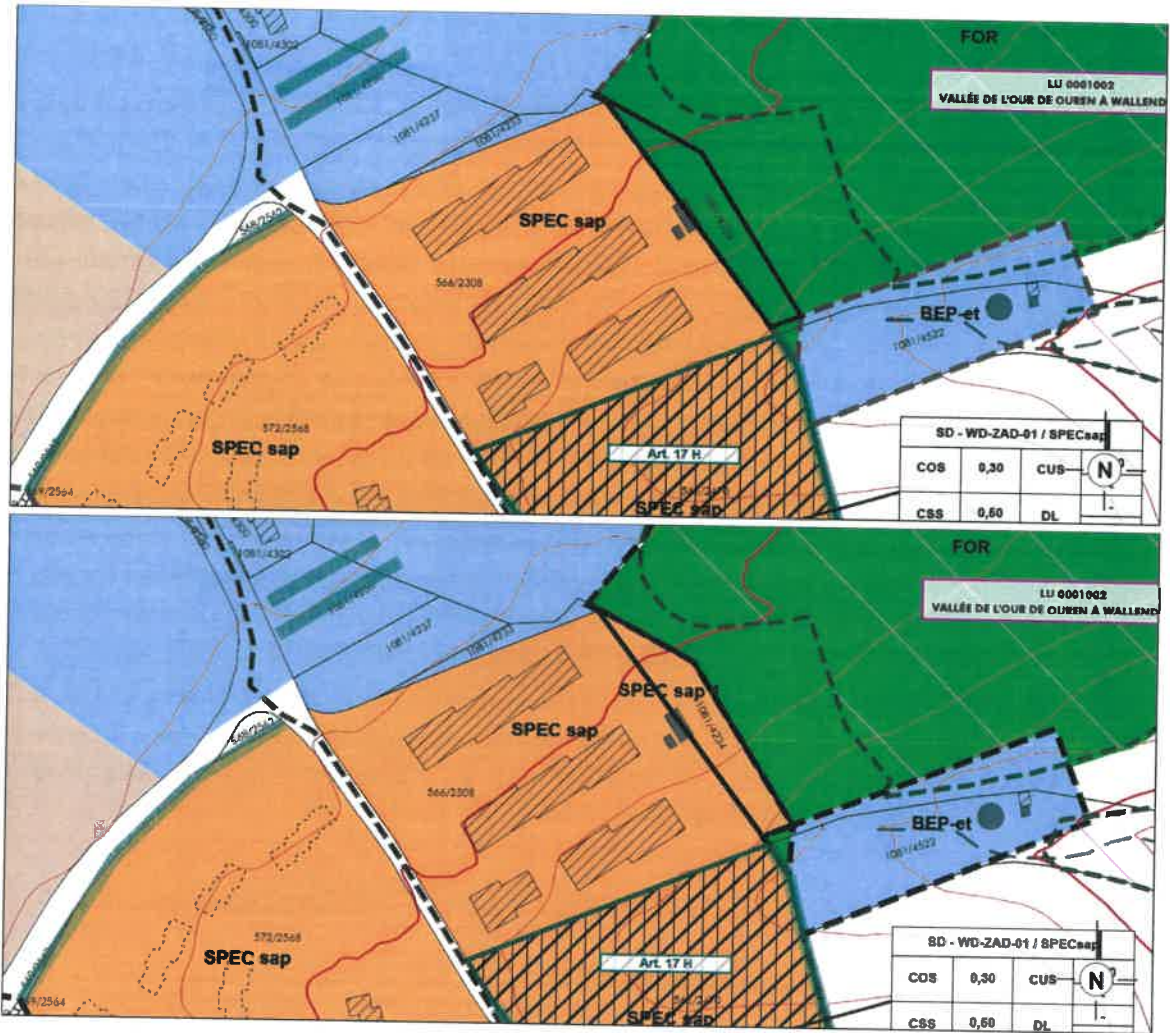


Abbildung 3: Oben: Ausschnitt aus dem rechtskräftigen PAG der Gemeinde Parc Hosingen. Unten: PAG Projekt der MoPo „La Sapinière“. Quelle: CO3 2023

Es ist anzumerken, dass die betroffene Parzelle 1081/4234 aufgrund der „Occupation Biophysique du Sol Luxembourg“ (OBS) als Waldparzelle und somit im PAG als FOR ausgewiesen ist. Laut Geoportail (Layer „Öffentliche Wälder“) befindet sich jedoch kein Wald innerhalb der Parzelle 1081/4234, sondern grenzt lediglich nord-westlich an diese an.



Abbildung 4: Plangebiet (rot) auf dem Orthophoto 2022 im Vergleich zum Layer „Öffentliche Wälder“. Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Es handelt sich dabei um eine Verschiebung des digitalisierten Katasterplans (PCN) im Vergleich zur OBS, wodurch ein Waldbestand im Plangebiet nicht gegeben ist. Dies spiegelt sich auch im PCN wider, in dem die besagte Parzelle als „Parcelle à caractère urbain“ vorliegt.

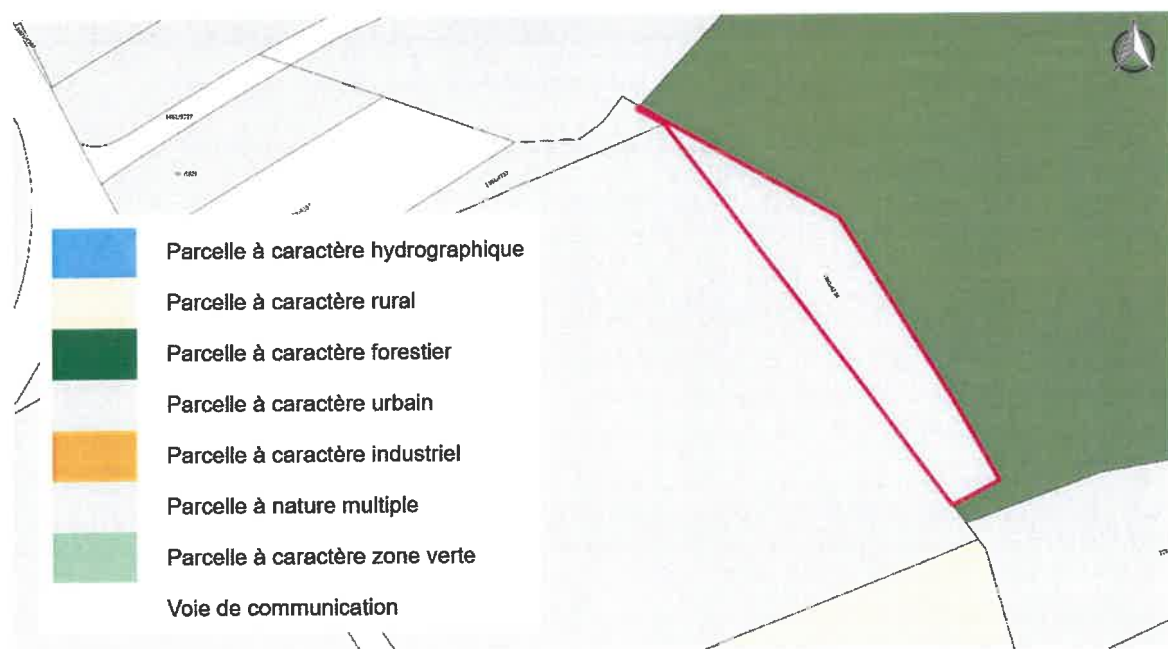


Abbildung 5: Auszug aus dem Kataster mit Abgrenzung der geplanten Modifikation (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>

3 PLANGEBIETSDESCHEIBUNG

Das Plangebiet, welches aus der Parzelle 1081/4234 der Sektion HnE de Wahlhausen in der Flur „In der Dickt“ besteht, befindet sich südlich der Ortschaft Hosingen am östlichen Rand von „Wahlhausen-Dickt“, südöstlich des Schulkomplexes und der umliegenden Naherholungs- und Freizeiteinrichtungen. Die Fläche ist Bestandteil des Ferienwohnungskomplexes „La Sapinière“, welcher aus mehreren Häuserreihen sowie einigen eigenen Freizeiteinrichtungen besteht. Dazu gehören ein Schwimmbecken und ein Tennisplatz am Ostrand von „La Sapinière“.

Die Parzelle 1081/4234 bzw. die Untersuchungsfläche erstreckt sich teilweise über den Tennisplatz und das Schwimmbecken von „La Sapinière“. Entlang des gesamten Nordwest-Randes des Plangebietes grenzt ein Waldrand aus Nadel- und Laubbäumen an.



Abbildung 6: Ausschnitt aus dem Orthophoto 2019 mit dem Plangebiet (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>



Abbildung 11: Waldrand im Osten des Plangebietes in Blickrichtung Südosten. Quelle: Oeko-Bureau 2023

4 VERTRÄGLICHKEIT MIT ÜBERGEORDNETEN PLÄNEN UND PROGRAMMEN

Bei der Aufstellung des PAG der Gemeinde Parc Hosingen werden übergeordnete, bzw. regionale und nationale Programme und Pläne berücksichtigt. So wird sichergestellt, dass deren verbindliche oder orientierende Vorgaben auf der kommunalen Ebene beachtet werden.

Zu berücksichtigende Programme und Pläne sind:

- "Programme Directeur d'aménagement du territoire" (PDAT, 2003),
- "Plans Sectoriels",
- "Plans Directeur Regionaux",
- "Plans d'Occupation du Sol",

Programme Directeur d'Aménagement du Territoire (PDAT 2003)

Im Programme Directeur, dem Raumordnungsprogramm auf nationaler Ebene aus dem Jahr 2003, das den Orientierungsrahmen für eine nachhaltige Raumentwicklung gibt, wird neben der administrativen Einteilung eine weitere Einteilung Luxemburgs in sechs Regionen vorgenommen. Ziel ist es, die Zusammenarbeit innerhalb der Regionen zu stärken, um so die Regionalentwicklung gezielter zu gestalten.

Administrativ ist das Großherzogtum Luxemburg in 12 Kantone gegliedert, wobei die Gemeinde Parc Hosingen dem Kanton Clervaux angehört.

Die Gemeinde Parc Hosingen liegt innerhalb eines Raumes, der als „espace rural“ bezeichnet wird und sich durch eine geringe Bevölkerungsdichte auszeichnet.

Eine Ausweisung der FOR als SPEC sap-1 und Bestandsanpassung im Bereich Wahlhausener Dickt auf teilweise bereits genutzten Flächen (Schwimmbecken) widerspricht nicht den Zielvorgaben des PDAT.

Plans Sectoriels (PS)

Für Themen mit besonderem Handlungs- und Koordinierungsbedarf sieht das Raumordnungsgesetz die Möglichkeit vor, Sektorialpläne zu erstellen.

Die Plans sectoriels „primaires“ „Transports“, „Logement“, „Paysages“ sowie „Zones d'activités économiques“ liegen seit Mitte des Jahres sind seit Mitte 2021 rechtskräftig genehmigt, die Plans sectoriels „secondaires“ „Lycées“, „Décharges pour déchets inertes“ sowie „Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles“ wurden Ende des Jahres 2005 resp. Anfang des Jahres 2006 veröffentlicht.

Plan sectoriel „Transports“ (2018)

Der Plan sectoriel „Transports“ (PST), der auf IVL und Programme directeur basiert, stellt einen mittel- bis langfristigen Leitfaden für die nationale Verkehrspolitik dar. Er analysiert die einzelnen Verkehrsströme sowohl auf nationaler als auch auf regionaler und grenzüberschreitender (europäischer und internationaler) Ebene und schlägt dann eine Strategie für Infrastrukturvorhaben im Bereich Transport für das Großherzogtum vor.

Das Projekt 5.2 „Sécurisation de la N7 entre le giratoire Fridhaff et le giratoire Wemperhaard“ des Plan directeur sectoriel „Transports“ verläuft westlich des Plangebietes.

Wechselwirkungen zwischen dem Projekt 5.2 des PST und dem vorliegenden Projektvorhaben werden nicht erwartet.

Das Plangebiet ist von den Ausweisungen des PST **nicht betroffen**.

Plan sectoriel „Logement“ (2018)

Der Plan sectoriel „Logement“ soll dazu beitragen, eine räumliche Steuerung der Bereitstellung von Wohnbauflächen zu erreichen und eine aktive und effiziente Nutzung von Bauland zu erreichen. Die Bauleistung soll erhöht werden, aber gleichzeitig auch bodensparende und ökologisch nachhaltige Bauformen forciert werden.

Auf dem Gebiet der Gemeinde Parc Hosingen liegen laut PSL keine „Zone prioritaire d’habitat“ vor.

Das Plangebiet ist von den Ausweisungen des PSL **nicht betroffen**.

Plan sectoriel „Paysages“ (2018)

Im Plan Directeur Sectoriel „Paysages“ von 2018 werden hochwertige Landschaften identifiziert und Ziele für die Landschaftsentwicklung raumbezogener Einheiten konkretisiert.

Für die Gemeinde Parc Hosingen sind die Darstellungen des PDS „Paysages“ (2019) „Große Landschaftsräume“ von Bedeutung.

Das Plangebiet liegt vollständig außerhalb der im PSP ausgewiesenen Landschaftsräume. Unmittelbar nordöstlich des Plangebietes befindet sich das Grand ensemble paysager (GEP) „Vallée de l’Our“. Es handelt sich dabei um einen großen zusammenhängende Landschaftsabschnitt, dem ein hoher kultureller und ökologischer Wert zugeschrieben wird. Zudem liegt auf etwas größerer Distanz im Nordwesten die Grünzäsur CV06 - Hosingen-Süd.

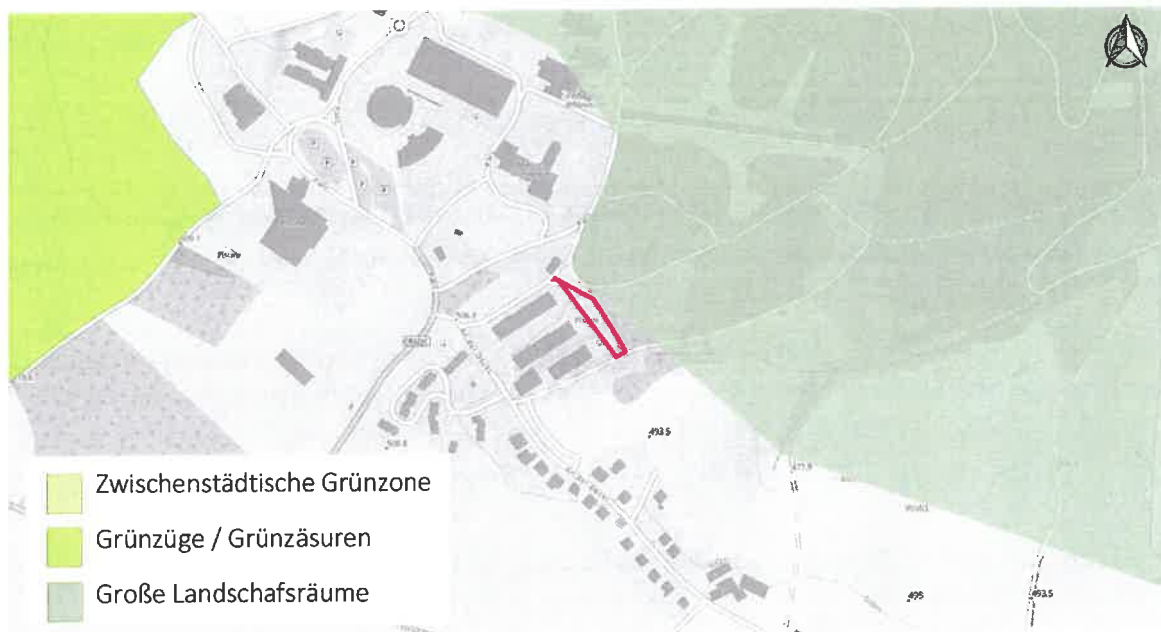


Abbildung 12: Große Landschaftsräume im Umfeld des Plangebietes (rot). Quelle: <https://www.geoportail.lu>

Das Plangebiet ist von den Ausweisungen des PSP **nicht betroffen**.

Plan sectoriel „Zones d'activités économiques“ (2018)

Der PSZAE hat die Aufgabe, die räumliche Verteilung der Flächen für die gewerbliche Entwicklung des Großherzogtums zu lenken und eine ausreichende und nachhaltige Versorgung des Landes mit Flächen für die gewerbliche Wirtschaft sicherzustellen. Durch eine koordinierte Standortauswahl sollen Flächen für regionale und nationale Gewerbe- resp. Industriezonen ausgewiesen werden. Dadurch kann eine rationellere Flächennutzung ermöglicht und der Zersiedelung der Landschaft entgegengewirkt werden.

Innerhalb der Gemeindegrenzen von Parc Hosingen liegt das im Plan sectoriel „Zones d'activités économiques“ ausgewiesene bestehende Gewerbegebiet „36 Hosingen“.

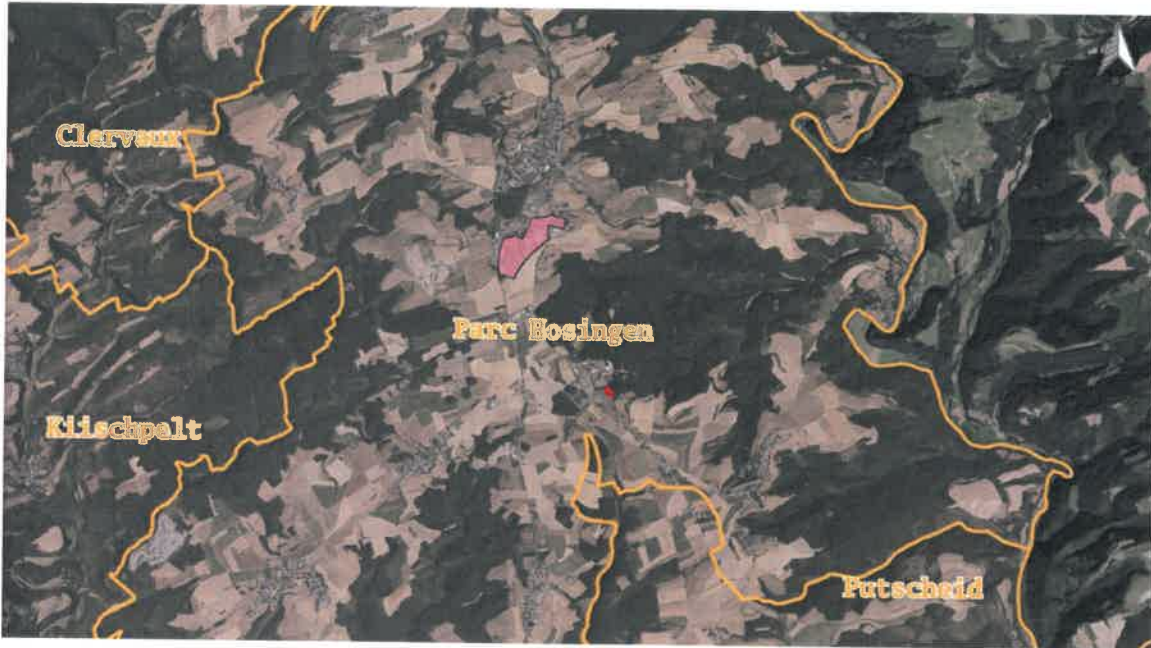


Abbildung 13: Bestehende Gewerbebezonen im PSZAE in der Gemeinde Parc Hosingen (rot: Plangebiet). Quelle: <https://www.geoportail.lu>

Das Plangebiet ist von den Ausweisungen des PSZAE **nicht betroffen**.

Plan sectoriel „Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles“ (Februar 2006)

Der Plan sectoriel „Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles“ weist bestehende oder geplante Standorte für Mobilfunkantennen aus.

Der sektorielles Teilplan den Mobilfunk betreffend wurde Anfang des Jahres 2006 verabschiedet. Er wurde notwendig, um die Betriebsgenehmigungen für Mobilfunkanlagen erteilen zu können. Die bereits ohne Genehmigung aufgestellten Anlagen müssen auf Basis des „règlement grand-ducal“ zum sektorielles Teilplan nachträglich autorisiert werden. Für neue Anlagen ist ebenfalls eine Genehmigung notwendig.

Seit dem Jahr 2017 ist ein landesweites Mobilfunkkataster zugänglich, welches die Standorte der Mobilfunkantennen aufzeigt.

Im Umfeld von ca. 1 km des Plangebietes befinden sich zwei Standorte für Mobilfunkantennen. Diese befinden sich am Kreisverkehr Schinker sowie bei Gebrantebësch an der N7.



Abbildung 14: Basisstation der öffentlichen Mobilfunknetze ≥ 50 Watt (Punkt) im Umfeld des Plangebietes (Polygon). Topographische Karte im Maßstab 1:10.000. Quelle: <https://www.geoportail.lu>

Auf der Plangebietsfläche und im direkten Umfeld befinden sich **keine ausgewiesenen Mobilfunkstandorte**.

Plan d'occupation du sol (POS)

Ein Bodennutzungsplan ist ein Raumplan, der auf Katasterparzellen beruht und den einzelnen Flächen eine präzise und detaillierte Bestimmung für ein in der Regel realisierungsreifes Projekt zuweist. Der Bodennutzungsplan wird konform zu den Inhalten und Vorgaben des Programme Directeur aufgestellt, die durch einen Plan Directeur Régional oder durch einen Plan Directeur Sectoriel präzisiert werden.

Das Plangebiet ist von den Ausweisungen des POS **nicht betroffen**.

„Plan National Protection de la Nature“ (PNPN 3)

Der 3. nationale Naturschutzplan wurde gemäß Artikel 47 und 48 des NatSchG (Loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles) erstellt. Der PNPN 3 legt eine Strategie mit Zielen, Verpflichtungen, Aktionen und Maßnahmen fest, die spätestens bis zum Ende des Plans (2030) umgesetzt werden sollen. Der nationale Naturschutzplan gliedert sich in die folgenden vier Säulen:

1. Schutz

Ausweitung und Stärkung eines zusammenhängenden und eines funktionsfähigen Netzwerkes von Schutzgebieten

- 1.1. Unterschutzstellung (mittels Natura2000/ZPIN) von mind. 30% der Landfläche unter Berücksichtigung ökologischer Korridore zur Schaffung eines kohärenten und resilienten transeuropäischen Naturnetzes
- 1.2. Einführung eines strengen Schutzes für mindestens ein Drittel der Schutzgebiete (10% der Landfläche)

- 1.3. Sicherstellung eines effektiven Managements aller Schutzgebiete in Übereinstimmung mit den Erhaltungszielen und -maßnahmen der Managementpläne

2. Renaturierung

Aufstellung und Ausführung eines Plans zur Wiederherstellung der Natur, der Ökosysteme und ihren Funktionen

- 2.1. Erreichen der Zielvorgaben und Festsetzung eines Zeitplans für die Wiederherstellung der Natur und der Ökosysteme (Augenmerk auf Lebensräume, die zum Klimaschutz und zur Anpassung des Klimawandels beitragen)
- 2.2. Umsetzung und Priorisierung der Aktionspläne „Arten“ und „Lebensräume“
- 2.3. Erhalt, Stärkung oder sogar Wiederherstellung der ökologischen Vernetzung
- 2.4. Wiederherstellung von Ökosystemen, die mit Süßwasser in Verbindung stehen
- 2.5. Wiederherstellung der Natur auf Agrarland
- 2.6. Erhalt von Wäldern/Forst und Verbesserung ihrer Gesundheit und Widerstandsfähigkeit
- 2.7. Begrünung von städtischen und vorstädtischen Gebieten
- 2.8. Begrenzung der Flächenneuanspruchnahme und Wiederherstellung der Bodenökosysteme
- 2.9. Verringerung der Umweltverschmutzung

3. Wandel

Wandel, der die Transformation fördert (Zusammenarbeit zwischen den Akteuren)

- 3.1. Präzisierung und Festigung des Handlungsrahmens der Regierungsführung im Bereich des Umweltschutzes
- 3.2. Verstärkte Überwachung der Umsetzung sowie die Überwachung und Bewertung der natürlichen Umwelt
- 3.3. Sicherstellung der notwendigen finanziellen und personellen Ressourcen
- 3.4. Sensibilisierung, Aufklärung und Kommunikation in Bezug auf die Werte der biologischen Vielfalt

4. Internationales Engagement

Engagement für den Schutz der biologischen Vielfalt auf internationaler Ebene

- 4.1. Internationale Übereinkommen
- 4.2. Finanzielles, sektorspezifisches und bilaterales Engagement

In der Gemeinde Parc Hosingen liegen die ausgewiesenen nationalen Schutzgebiete RF13 „Lellingen Freng op Baerel“ und RFI 05 „Akescht“ sowie das in der Ausweisungsprozedur befindliche nationale Schutzgebiet 61 „Schlännerdall / Molberlay“.

In der Gemeinde Parc Hosingen liegt das Natura 2000-Vogelschutzgebiet LU0002013 „Région Kiischpelt“ sowie die Natura 2000-Schutzgebiete LU0001006 „Vallée de la Sûre, de la Wiltz, de la Clerve et de la Lellgerbaach“ und LU0001002 „Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont“.



Abbildung 15: Natura2000-Schutzgebiete innerhalb der Gemeinde Parc Hosingen. Rot: Verortung des Plangebietes. Quelle: www.geoportail.lu

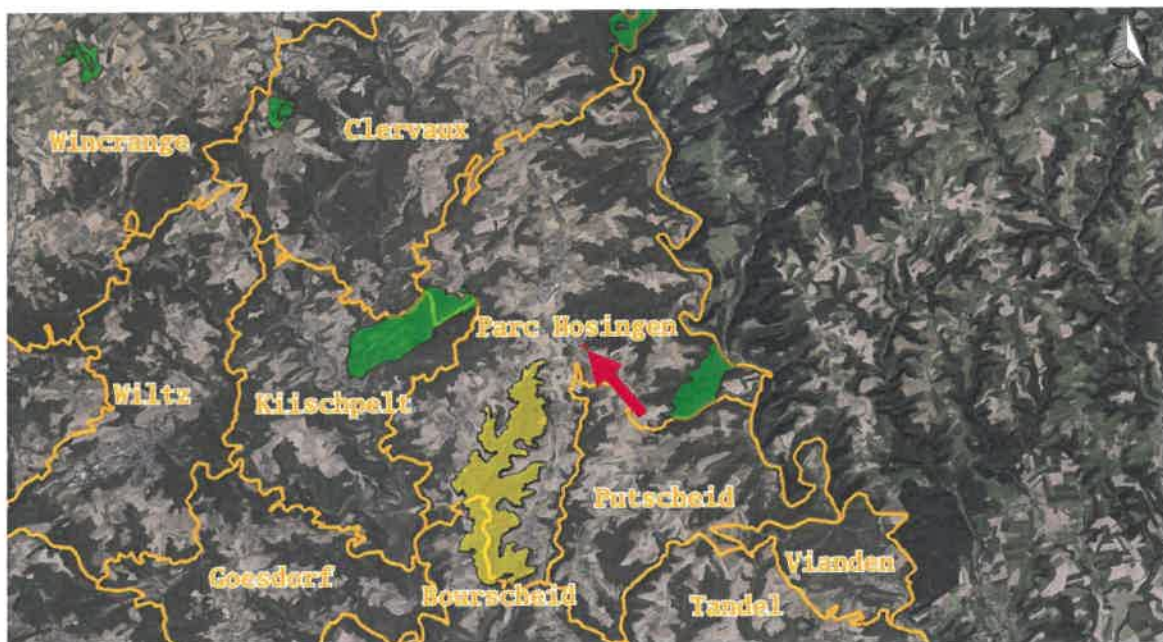


Abbildung 16: Nationale Schutzgebiete innerhalb der Gemeinde Parc Hosingen. Rot: Verortung des Plangebietes. Quelle: www.geoportail.lu

Aufgrund der Nähe des Plangebietes zum Natura 2000-Schutzgebiet LU0001002 wurde ein FFH-Screening durchgeführt (siehe Anhang). Die Ergebnisse dieses Screenings sind in Kapitel 5 unter dem Schutzgut Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt dargelegt.

Das Plangebiet ist von den Ausweisungen des POS **nicht betroffen**.

„Plan National pour un Développement Durable“ (PNDD)

Im nationalen Nachhaltigkeitsplan (2021) wird u.a. die Übernutzung der natürlichen Ressourcen, der Verlust der biologischen Vielfalt, Klimaänderungen, der Flächenverbrauch einhergehend mit Bodenübernutzung und Zerstückelung der Landschaften mit negativen Wirkungen auf Landschaft und Erholung, Grundwasser und biologische Vielfalt thematisiert.

Die Ziele des PNDD werden im Rahmen der schutzgutspezifischen Betrachtung auf Gemeindeebene berücksichtigt.

5 ABSCHÄTZUNG DER UMWELTAUSWIRKUNGEN

Den Bewertungsrahmen der SUP bilden neun zentrale Leitziele des Umweltschutzes, die sich in unterschiedlicher Intensität auf eines oder mehrere der sieben im SUP-Gesetz (siehe Kapitel 1) aufgeführten Schutzgüter beziehen, die bei der Beurteilung von Umweltfolgen zu berücksichtigen sind. Die Leitziele ergeben sich aus den Zielsetzungen nationaler Pläne und Programme sowie dem SUP-Leitfaden von 2010, unter Berücksichtigung der aktuellen Anpassungen.

- Leitziel 01** Dem Leitbild von Klimaschutz und Klimaanpassung entsprechend, müssen Energieeinsparung und Emissionsminderung gefördert werden, so dass eine Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55% bis 2030 (Basis: 2005) möglich wird (3^{er} PNDD 2021).
- Leitziel 02** Im Sinne des Schutzes natürlicher Ressourcen ist der nationale Bodenverbrauch bis 2020 auf 1 ha /Tag zu stabilisieren bzw. bis 2050 der weitere Landverbrauch zu stoppen (3^{er} PNDD 2021 und NECP 2020).
- Leitziel 03** Erreichen einer guten Qualität der unterirdischen und oberirdischen Gewässer im Sinne der EU-Wasserrahmenrichtlinie durch Senkung der Schadstoffeinträge in Gewässer (Richtlinie 2000/60/EG und 3^{er} PNDD 2021)
- Leitziel 04** Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt sowie Erhalt und nachhaltige Bewirtschaftung natürlicher Ressourcen (3^{er} PNP 2023 und NatSchG 18.07.2018)
- Leitziel 05** Bewahrung und Förderung eines langfristig guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie (3^{er} PNDD 2021 und SUP-Gesetz vom 22. Mai 2008)
- Leitziel 06** Zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit sowie zur Förderung von Lebensqualität ist das Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel zu verhindern (Richtlinie 2008/50/CE und 3^{er} PNDD 2021)
- Leitziel 07** Zur Sicherung der Gesundheit und Lebensqualität von Mensch und Umwelt sind Emissionen durch Lärm in der Gesamtbilanz zu reduzieren (Richtlinie 2002/49/EG und 3^{er} PNDD 2021)
- Leitziel 08** Die Reduktion verkehrsbedingter Umweltbelastung durch eine Verringerung des Modal Split für Arbeitswege: MIV (nur Fahrer) -46%; MIV (mehrfach besetzt) -19%; ÖV -22%, Fahrrad -4%, Fußgänger -9% (3^{er} PNDD 2021 und MODU 2.0 2018)
- Leitziel 09** Im Sinne einer nachhaltigen räumlichen Entwicklung ist der Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter zu vermeiden (3^{er} PNDD 2021)

Diese Leitziele sowie weitere spezifische Umweltziele lassen sich den sieben Schutzgütern zuordnen.

Nachfolgend werden anhand dieses Bewertungsrahmens potenziell erhebliche Umweltauswirkungen der geplanten PAG-Modifikation ermittelt.

5.1 SCHUTZGUT BEVÖLKERUNG UND GESUNDHEIT DES MENSCHEN

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 1: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Bevölkerung und Gesundheit des Menschen

LEITZIEL	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
01	Dem Leitbild von Klimaschutz und Klimaanpassung entsprechend, müssen Energieeinsparung und Emissionsminderung gefördert werden, so dass eine Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55% bis 2030 (Basis: 2005) möglich wird (3 ^{er} PNDD 2021)
06	Zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit sowie zur Förderung von Lebensqualität ist das Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel zu verhindern (Richtlinie 2008/50/CE und 3 ^{er} PNDD 2021)
07	Zur Sicherung der Gesundheit und Lebensqualität von Mensch und Umwelt sind Emissionen durch Lärm in der Gesamtbilanz zu reduzieren (Richtlinie 2002/49/EG und 3 ^{er} PNDD 2021)
08	Die Reduktion verkehrsbedingter Umweltbelastung durch eine Verringerung des Modal Split für Arbeitswege: MIV (nur Fahrer) -46%; MIV (mehrfach besetzt) -19%; ÖV -22%, Fahrrad -4%, Fußgänger -9% (3 ^{er} PNDD 2021 und MODU 2.0 2018)
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung und Entwicklung der natürlichen Lebensgrundlage
	Sicherung und Entwicklung dauerhaft guter Luftqualität
	Vermeidung von Geruchsbelästigung
	Schutz der Allgemeinheit vor Lärm und Gewährleistung von Ruheräumen
	Einhaltung der SEVESO II Richtlinie (Sicherheitsabstände zu Störfallbetrieben)
	Sicherung und Entwicklung von ausreichenden und qualitätsvollen Freizeit- und Erholungsinfrastrukturen insbesondere im Wohnumfeld
	Erhöhung der Verkehrssicherheit und Reduktion der Verkehrsbelastung

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lassen sich die Teilbereiche Lärm, Verkehrssicherheit, Betriebsgenehmigungen sowie Naherholungs- und Freizeitqualität abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

5.1.1 LÄRM

Allgemeine Erläuterungen

Lärm ist ein Hauptfaktor der zivilisationsbedingten Umweltbelastung und schränkt die Lebensqualität des Menschen erheblich ein. Hauptverursacher sind der Verkehrslärm durch Kraftfahrzeuge, Eisenbahnen und Flugzeuge, aber auch Industrie- und Gewerbeanlagen tragen zum Lärmaufkommen in unserer Umwelt bei. Hohe Lärmbelastungen verursachen nicht nur direkte Störungen und Belästigungen, sie können auch indirekt Gesundheitsrisiken fördern (Schlafstörungen, Kopfschmerzen, Unlustgefühl, Herz-Kreislauf-Probleme, Aggressionen sowie die Abnahme der körperlichen und geistigen Leistungsfähigkeit etc.).

Die Lärmaktionspläne und Lärmkarten für Straßen, Schienen und Flugverkehr in Luxemburg, die im Rahmen der Umgebungslärmrichtlinie (ULR) erstellt wurden, liegen digital vor (<http://www.geoportail.lu>).

Dort werden mittels verschiedener, international vergleichbarer Indikatoren, Grenz- und Zielwerte sowie Kategorien für eine Lärmbelastung verortet, in denen eine starke, mittlere oder leichte Lärmbelastung vorliegt. Die so identifizierten Bereiche sind wiederum in Planungen hinsichtlich verträglicher Arten der Nutzung und möglicherweise notwendigen Lärminderungsmaßnahmen zu berücksichtigen, um die Gesundheit der Bewohner zu schützen und eine hohe Lebensqualität zu gewährleisten.

Als Lärmindizes werden der Lden und der Lnight benutzt. Der Lden ist ein Index (Tag-Abend-Nacht-Lärmindex) für die Gesamtbelastung durch Lärm. Lnight ist ein Index (Nachtlärmindex) für Schlafstörungen.

Betroffenheit

Die Fläche liegt laut Lärmkarten außerhalb des Einflussbereiches ausgewiesener Lärmzonen. Ausgehend von der N7 im Westen sind laut Geoportal im 24-Stunden-Verlauf keine Werte von über 55 dB(A) am Tag und über 45 dB(A) in der Nacht messbar. Von Flug- oder Zugverkehr gehen aufgrund der Distanz zu entsprechenden Infrastrukturen keine Lärmbelastungen aus. Erhebliche zusätzliche Lärmbelastungen durch die geplante Entwicklung der Fläche werden aufgrund der geplanten Nutzung nicht erwartet.



Abbildung 17: Lärmimmissionen entlang der N7 auf Höhe des Kreisverkehrs Schinker (24-Std-Wert, LDEN 2016) westlich des Plangebietes (rot). Quelle: <http://www.geoportal.lu>



Abbildung 18: Nächtliche Lärmimmissionen entlang der Hauptstraßenverkehrsachsen (Nacht-Wert, LNGT 2016). Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.1.2 VERKEHRSSICHERHEIT

Allgemeine Erläuterungen

Die Erhöhung der Verkehrssicherheit für die Bevölkerung ist ein generell in diesem Schutzgut zu berücksichtigendes Ziel und bezieht sich auf alle Verkehrsarten, wobei sich Schwerpunkte in den Ortseingangsbereichen, in den Ortszentren oder z.B. an Schulen, Spielplätzen oder anderen öffentlichen Einrichtungen ergeben, da hier zahlreiche Berührungspunkte zwischen dem Straßen-, Fuß- und Radverkehr bestehen.

Betroffenheit

Die Fläche liegt ca. 870 m östlich der stark frequentierten N7. In unmittelbarer Nähe des Plangebiets gibt es mehrere Radwege und einen Wanderweg (siehe 4.1.4 Naherholungs- und Freizeitqualität). Aufgrund der geplanten Nutzung sowie der geringen Verkehrsdichte an der Wahlhausener Dickt werden keine erheblichen Auswirkungen auf die Verkehrssicherheit erwartet.



Abbildung 19: Topographische Karte (Maßstab 1:5000) mit den Hauptverkehrsachsen in der Nähe des Plangebietes (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.1.3 GENEHMIGUNGSPFLICHTIGE ANLAGEN UND BETRIEBE

Allgemeine Erläuterungen

Einrichtungen und Anlagen mit einer Betriebsgenehmigung können Emissionen verursachen. Im Rahmen der Betriebsgenehmigung können, aufgrund von Lärm-, Geruchs und/oder Schadstoffbelastungen, Sicherheitsabstände geregelt werden. Im Rahmen der Flächenausweisung und Überplanung sind diese Emissionen und Abstandsregelungen zu berücksichtigen. Gesondert zu betrachten sind Betriebe (z.B. Tanklager), die als potenzielle Störfallbetriebe (SEVESO) eine außerordentliche Gefahrenquelle darstellen oder schädliche Emissionen bzw. Abfälle erzeugen (Industrieemissionsrichtlinie; IED). Potenzielle Auswirkungen elektromagnetischer Felder, z. B. im Umfeld von Nieder- und Hochspannungsleitungen, Sendeantennen, Oberleitungen von Bahntrassen, sind ebenfalls zu berücksichtigen.

Betroffenheit

Im Plangebiet und im wirkungsrelevanten näheren Umfeld gibt es keine genehmigungspflichtigen Anlagen und Betriebe mit potenziell erheblichen Auswirkungen auf die vorgesehene Nutzung der Fläche. Der nächstgelegene SEVESO-Standort ist ein ca. 21 km südlich liegender Reifenhersteller bei Colmar-Berg. Mit der einem intensiven Schweinemastbetrieb befindet sich die nächstgelegene IED-Installation ca. 4,3 km nördlich des Plangebietes. Allerdings verläuft westlich eine Freileitung bis zu 715 m nah am Plangebiet vorbei. Außerdem befinden sich im weiteren Umfeld mehrere Windkraftanlagen. Die davon am nächsten gelegene liegt ca. 2.2 km westlich des Plangebietes. Daneben befinden sich mehrere Basisstationen der öffentlichen Mobilfunknetze im Umfeld (siehe Kapitel 4). Aufgrund der geplanten Nutzung sowie der Distanz zu potenziellen Gefahrenquellen werden keine Umweltauswirkungen erwartet.



Abbildung 20: Plangebiet (grün) mit den nächstgelegenen IED-Installationen (blau) und Windkraftanlagen (orange) sowie dem Basisstationen der öffentlichen Mobilfunknetze (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

5.1.4 NAHERHOLUNGS- UND FREIZEITQUALITÄT

Allgemeine Erläuterungen

Die Naherholungs- und Freizeitqualität ist bzgl. der allgemeinen Lebensqualität sowohl für die lokale Bevölkerung als auch für Besucher aus dem näheren oder weiteren Umfeld von Bedeutung und darüber hinaus auch ein Wirtschaftsfaktor. Neben öffentlichen Grünanlagen sind auch die naturräumlichen Gegebenheiten und deren touristische Attraktivität und Nutzung sowie vorhandene Beherbergungsbetriebe jeglicher Art oder anderweitig (auch touristisch) genutzte Infrastruktur zu berücksichtigen.

Betroffenheit

Das Plangebiet liegt innerhalb eines potenziell ruhigen Gebietes im ländlichen Raum („Unteres Our- und Bleestal) sowie in der Nähe eines weiteren solchen Gebietes im Westen („Kiischpelt“). Dabei handelt es sich um große zusammenhängende und intakte Freiflächen von überregionaler Bedeutung mit einer hohen Erholungsfunktion und entsprechender Erschließung für Freizeit und Naherholung (www.geoportail.lu). Aufgrund der geplanten touristischen Nutzung sowie der Nähe zur N7 werden keine erheblichen Auswirkungen auf diese Gebiete erwartet.



Abbildung 21: Potenziell ruhige Gebiete im ländlichen Raum. Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Erwähnenswert sind zudem die Erholungs- und Freizeiteinrichtungen im Umfeld des Plangebietes, nämlich ein Schwimmbad mit Wellnessausstattung und Restaurant, eine Jugendherberge mit Restaurant und Bar, eine Wirtschaft sowie das Naturentdeckungszentrum des Naturpark Our. Darüber hinaus ist das Plangebiet von mehreren Radwegen (PC22, S6 Charly Gaul A, VTT04 Hosingen-Lellingen und VTT05 Hosingen) sowie zwei Wanderwegen („État de la nature“-Route und Walderlebnispfad Mam Robi durch de Bësch) umgeben.

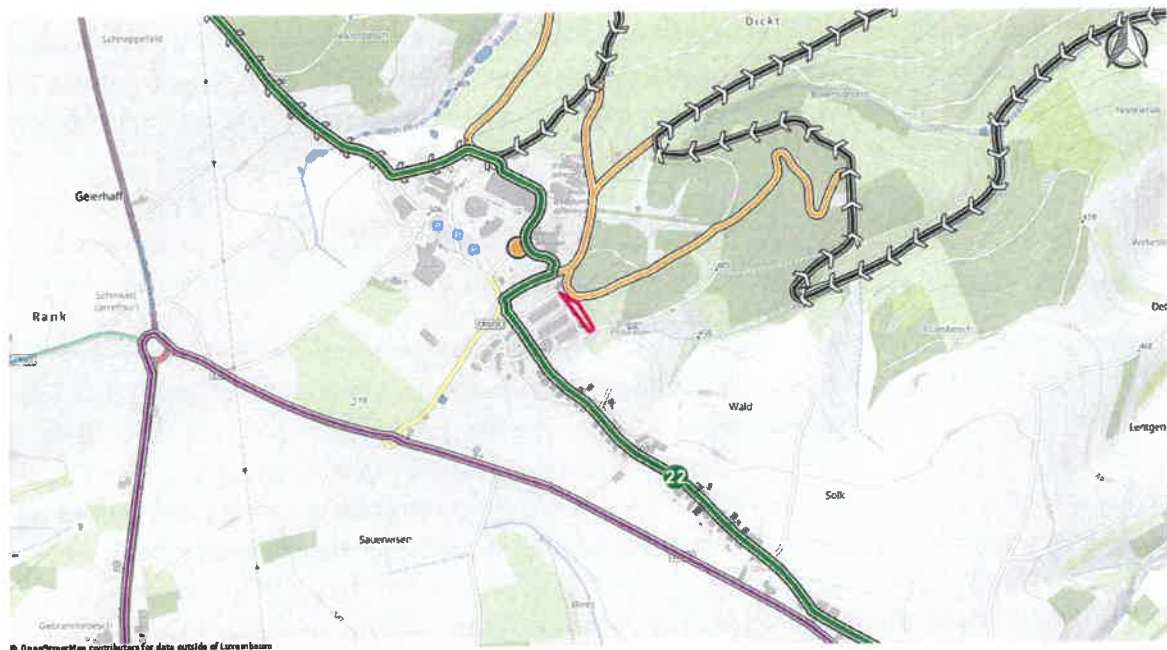


Abbildung 22: Rad- und Wanderwege im Umfeld des Plangebietes. Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

5.2 SCHUTZGUT PFLANZEN, TIERE UND BIOLOGISCHE VIelfALT

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 2: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
04	Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt sowie Erhalt und nachhaltige Bewirtschaftung natürlicher Ressourcen (3 ^{er} PNPN 2023 und NatSchG 18.07.2018)
05	Bewahrung und Förderung eines langfristig guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie (3 ^{er} PNDD 2021 und SUP-Gesetz vom 22. Mai 2008)
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung und Entwicklung der natürlichen Standortbedingungen
	Sicherung und Entwicklung seltener und bedeutender Lebensräume
	Sicherung und Entwicklung eines funktionsfähigen Biotopverbundsystems
	Sicherung geschützter Tier- und Pflanzenarten und -bestände
	Sicherung der landestypischen biologischen Vielfalt
	Sicherung von unzerschnittenen Räumen
	Vermeidung von Beeinträchtigungen und Störungen der Bereiche, die eine besondere Bedeutung für Natur- und Artenschutz besitzen

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lassen sich die Teilbereiche internationale und nationale Schutzgebiete nach Artikel 32ff. NatSchG, Artenschutz nach Artikel 21 NatSchG, Biotop- und Habitatwert nach Artikel 17 NatSchG sowie Biotopvernetzung abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

5.2.1 INTERNATIONALE UND NATIONALE SCHUTZGEBIETE (ART. 32FF. NATSCHG)

Allgemeine Erläuterungen

Unter „Natura2000“ wird ein europaweites Schutzgebietsnetz verstanden, in dem alle Zonen zusammengefasst werden, die in den Mitgliedsländern der Europäischen Union auf Basis der FFH-Richtlinie und der Vogelschutzrichtlinie ausgewiesen wurden. Oberstes Ziel der Ausweisung von Natura2000-Gebieten ist der Erhalt eines guten Zustandes von geschützten Lebensräumen und Arten. Geschützte Gebiete dienen dem Erhalt der Eigenart, der Diversität und der Integrität der natürlichen Umwelt. Des Weiteren dienen sie dem Schutz und der Wiederherstellung des Landschaftsbildes und des Naturhaushalts, dem Schutz der Flora und Fauna sowie ihrer Biotope, dem Erhalt und der Verbesserung des biologischen Gleichgewichts und dem Schutz der natürlichen Ressourcen vor jedweder Degradierung.

Darüber hinaus bestehen ergänzend zum europäischen Natura2000-Netz nationale Schutzgebiete, die zum Erhalt und Verbesserung der heimischen Flora und Fauna und lokalspezifisch naturräumlicher Gegebenheiten ausgewiesen werden.

Betroffenheit

Laut MNHN-Datenportal sind im Plangebiet sowie dessen unmittelbarem Umfeld keine rezenten Nachweise von nach Art. 21 NatSchG geschützten Arten bekannt. Das Plangebiet, welches zwischen den Ferienwohnungen und dem Waldrand liegt, enthält einige Bäume und Grünstrukturen, welche potenzielle Habitate enthalten könnten. Auch die am Ostrand befindlichen Bäume des Waldrandes könnten potenziell geschützte Arten beherbergen. Bei der Ortsbegehung konnten weder essenzielle Lebensräume von nach Art. 21 NatSchG geschützten Arten, noch auffällige Astabbrüche oder Baumhöhlen festgestellt werden.

Unter Berücksichtigung folgender VMA-Maßnahmen werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

- Zur Unterbindung einer Verletzung von Art. 21 NatSchG sind zur Vermeidung von Tötungen Rodungsarbeiten ausschließlich im Winterhalbjahr (Anfang Oktober bis Ende Februar) durchzuführen. Vor etwaigen Rodungsmaßnahmen ist eine Besatzkontrolle durchzuführen.

5.2.3 BIOTOP- UND HABITATWERT (ART. 17 NATSCHG)

Die Zerstörung oder Beschädigung der Habitate nach Anhang 1 NatSchG sowie der Habitate (Lebensräume) der Arten von gemeinschaftlichem Interesse nach Anhang 2, 3, 4 und 5 NatSchG, deren Erhaltungszustand laut „RGD du 1^{er} août 2018 établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire“ als unzureichend bewertet wurde, ist flächendeckend durch Art. 17 NatSchG verboten. Gemäß „RGD du 1^{er} août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives“ muss bei Zerstörung eine Kompensation für die genannten Arten erfolgen, wenn die Habitate regelmäßig durch die jeweilige Art genutzt werden und eine direkte funktionelle Verbindung zwischen dem Lebensraum und den Individuen der Art besteht (Fortpflanzungsstätten, Nahrungshabitate, Ruhezone, Transferkorridore).

Neben dem Habitatschutz regelt Art. 17 NatSchG auch den Biotopschutz. Im „Règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives“ werden die geschützten Biotope aufgelistet, beschrieben sowie entsprechende Schutzbestimmungen genannt. Artikel 17 NatSchG schützt verschiedene Waldbiotope, Offenlandbiotope, Feucht- und Gewässerbiootope sowie Felskomplexe und Höhlen. Einzelbäume sind nicht als geschützte Biotope nach Art. 17 NatSchG zu werten. Jedoch sind Grenzbäume, Straßen- und Einzelbäume auf öffentlichen Plätzen genehmigungspflichtige Grünstrukturen nach Art. 14 NatSchG.

Betroffenheit

Im Plangebiet liegen Biotope bzw. potenzielle vor, welche naturschutzrechtlich gemäß Art. 17 NatSchG geschützt sein könnten. Es handelt sich dabei um die Laubbäume, welche entweder vereinzelt oder als Teil des Waldrandbiotops im Plangebiet vorhanden sind. Grundsätzlich liegt bei diesen Bäumen ein Potenzial für Habitate von nach Art. 17 geschützten Arten vor. Derartige Habitate geschützter Arten konnten während der Ortsbegehung (Februar 2023) nicht festgestellt werden. Laut MNHN-Datenportal sind

im Plangebiet sowie dessen unmittelbarem Umfeld keine rezenten Nachweise von nach Art. 17 NatSchG geschützten Arten bekannt.

Unter Berücksichtigung folgender VMA-Maßnahmen werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

- ▶ Im Falle der Zerstörung/Beeinträchtigung geschützter Strukturen und Lebensräume nach Art. 17 sind eine detaillierte Biotop- und Habitatwertermittlung, eine naturschutzrechtliche Genehmigung sowie Kompensationsmaßnahmen (/zahlungen) erforderlich. Die Fläche ist nach Art.17 NatSchG zu kennzeichnen.

5.3 SCHUTZGUT LANDSCHAFT

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 3: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Landschaft

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
09	Im Sinne einer nachhaltigen räumlichen Entwicklung ist der Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter zu vermeiden (3 ^{er} PNDD 2021)
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung und Entwicklung der Vielfalt, Eigenart und Schönheit der Landschaften
	Sicherung und Entwicklung des Erlebniswertes der Landschaft und von Ruheräumen in der Landschaft
	Sicherung der Landschaft als Zeugnis historisch bedeutsamer und regional typischer Kulturlandschaften und Nutzungsformen
	Vermeidung von visuellen und strukturellen Beeinträchtigungen der Landschaft
	Sicherung und behutsame Weiterentwicklung von zusammenhängenden unzerschnittenen und störungsarmen Räumen
	Vermeidung von Eingriffen in die landschaftsprägende Topographie
	Sicherung und Schutz tradierter Landschafts- und Ortsbilder

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lassen sich die relevanten Teilbereiche Wertigkeit der Landschaft und Lage im Siedlungskörper abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

5.3.1 WERTIGKEIT DER LANDSCHAFT (PSP)

Allgemeine Erläuterungen

Der Plan sectoriel „paysages“ (PSP) nimmt im Kontext der Landesplanung Luxemburgs eine doppelte Funktion ein, indem er sowohl zur Sicherung bedeutsamer Räume als auch zur Entwicklung und Qualifizierung der Landschaften Luxemburgs als Faktor für Lebensqualität und als Standortfaktor beiträgt.

Betroffenheit

Das Plangebiet liegt außerhalb der im PSP ausgewiesenen „grands ensembles paysagers“ (GEP), von denen sich jeweils eines westlich (Haute-Sûre – Kiischpelt) und östlich (Vallée de l'Our) befindet. Es handelt sich dabei um große zusammenhängende Landschaftsabschnitte, denen ein hoher kultureller und ökologischer Wert zugeschrieben wird. Zudem befindet sich das Plangebiet östlich des/der Grünzugs/Grünzäsur (CV06 - Hosingen-Süd). Diese dienen der Vermeidung der Verbindung bebauter Gebiete von Ortschaften, welche durch Straßen verbunden sind. Somit tragen die Grünzüge auch zur ökologischen Vernetzung sowie zur Erhaltung von Erholungsflächen in Siedlungsnähe bei. Da das Plangebiet nicht in den oben genannten Landschaftsräumen liegt, werden keine Auswirkungen auf diese erwartet.

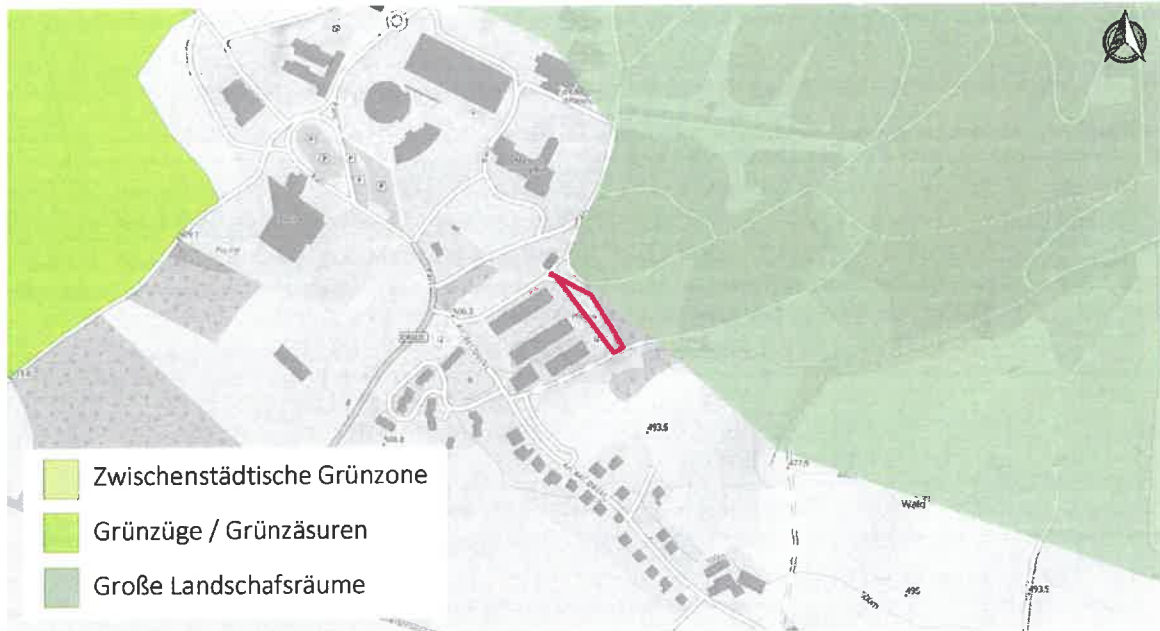


Abbildung 24: Grünzüge/Grünzäsuren (hellgrün) und große Landschaftsräume (dunkelgrün) in der Umgebung des Plangebietes (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

5.3.2 LAGE IM SIEDLUNGSKÖRPER

Allgemeine Erläuterungen

Ein Siedlungskörper umfasst eine räumlich zusammenhängende Ortslage bzw. den klar gegenüber dem Umland abgrenzbaren Bereich einer Siedlung, Ortschaft oder Stadt. Im Sinne einer nachhaltigen Raumentwicklung und um einer Zersiedlung der Landschaft entgegenzuwirken, wird in Luxemburg die Kompaktheit von Siedlungskörpern angestrebt.

Betroffenheit

Das Plangebiet befindet sich angrenzend an den Siedlungskörper in kaum exponierter Lage zwischen den Ferienwohnungen und dem nordöstlich gelegenen Wald. Die Einsehbarkeit ist zudem durch Anhöhen im Nordwesten und Südosten ebenfalls eingeschränkt. Zudem entstehen allgemein durch die geplante Nutzung durch Infrastrukturen mit geringen horizontalen Dimensionen (Schwimmbecken & Tennisplatz) geringe Auswirkungen auf das Landschaftsbild. Der Einfluss auf das Landschaftsbild und die Zersiedelung wird somit als gering eingeschätzt, sodass keine erheblichen Auswirkungen erwartet werden.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.4 SCHUTZGUT WASSER

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 4: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Wasser

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
03	Erreichen einer guten Qualität der unterirdischen und oberirdischen Gewässer im Sinne der EU-Wasserrahmenrichtlinie durch Senkung der Schadstoffeinträge in Gewässer (Richtlinie 2000/60/EG und 3 ^{er} PNDD 2021)
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung und Entwicklung der Regenerationsfähigkeit und nachhaltigen Nutzungsfähigkeit des Schutzgutes Wasser
	Sicherung und Entwicklung von großflächigen naturnahen Retentionsräumen
	Sicherung und Entwicklung ausreichender Überflutungsräume für den vorbeugenden Hochwasserschutz
	Kapazitäten von Kläranlagen
	Bedeutung des Oberflächen- und Grundwassers für nationale und internationale Schutzgebiete

Nachfolgend werden die im Rahmen des SUP-Prozesses wesentlichen vier Teilaspekte des Schutzgutes Wasser (Oberirdische Gewässerkörper, unterirdische Gewässerkörper, Hochwasser sowie Abwasser) näher betrachtet.

5.4.1 OBERFLÄCHENGEWÄSSER

Allgemeine Erläuterungen

Der Bewirtschaftungsplan der WRRL Luxemburg enthält Maßnahmen zur Erreichung eines „guten Zustands“ der Oberflächengewässer. Dieser ist dann erreicht, wenn der ökologische Zustand und der chemische Zustand mindestens als „gut“ bewertet werden. Die Erhöhung der natürlichen Gewässerentwicklungsfähigkeit ist zu berücksichtigen.

Der **ökologische Zustand** hängt im Wesentlichen von den biologischen Qualitätskomponenten (QK), also der Zusammensetzung und Artenhäufigkeit der aquatischen Flora, der Wirbellosen-Fauna und der Fischfauna, ab. Die chemischen, physikalisch-chemischen und hydromorphologischen QK werden unterstützend zur Bewertung des ökologischen Zustands herangezogen.

Der **chemische Zustand** ist an die Einhaltung der europaweit festgelegten Umweltqualitätsnormen für die Stoffe aus der Liste des Anhangs IX EG-WRRL sowie des Anhangs X EG-WRRL gebunden. Die Bewertung ist in zwei Stufen unterteilt und erfolgt auf Grundlage von Jahresmittelwerten (Einhaltung oder Nicht-Einhaltung der Vorgaben). Der chemische Zustand hängt vom Eintrag dieser prioritären Stoffe ab. Es wird zwischen den prioritären Stoffen und den prioritär gefährlichen Stoffen unterschieden. Prioritär gefährliche Stoffe sind Stoffe, die besonders giftig (toxisch) sind, sich in Organismen anreichern (bioakkumulierend) oder besonders anhaltend und andauernd (persistent) sind.

Betroffenheit

Im Plangebiet selbst bestehen keine Oberflächengewässer. Im weiteren Umfeld verlaufen mehrere Fließgewässer: Bärzbech (W), Bollertsbaach (O), Brees (S) und Schlenner (SW). Am nächsten liegt die Bollertsbaach, welche bis zu ca. 35 m an das Plangebiet heranreicht. Die Bollertsbaach ist ein Nebenarm der Huschterbaach, welche wiederum bei Obereisenbach in die Our mündet.

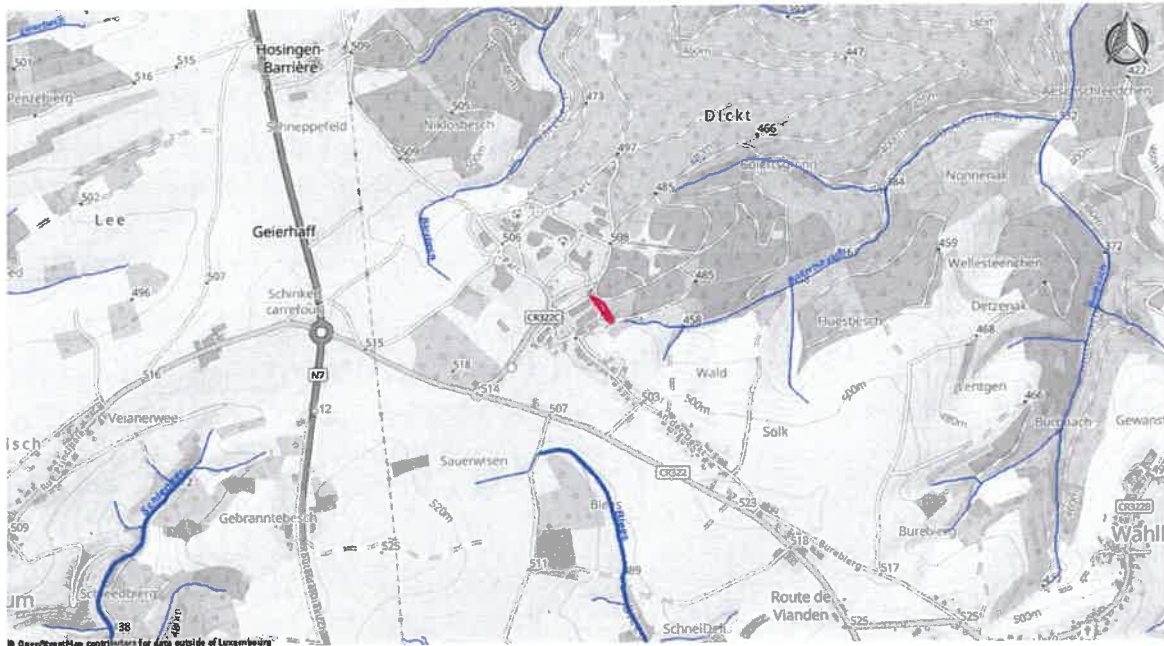


Abbildung 25: Oberflächengewässer (blau) im Umfeld des Plangebietes. Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Unter Berücksichtigung folgender VMA-Maßnahmen werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

- Baubedingt ist eine ordnungsgemäße und sichere Baustelleneinrichtung und Nutzung von Baustellenmaschinen zu gewährleisten, sodass keine Gefährdung des Oberbodens und der Bollertsbaach sowie der darin befindlichen Flora und Fauna durch Schmiermittel oder Treibstoffe entsteht.

5.4.2 GRUND- UND TRINKWASSER

Allgemeine Erläuterungen

Die Qualität der unterirdischen Gewässerkörper und damit auch die Qualität und Verfügbarkeit von Trink- und Nutzwasser sind ein hohes Gut und eine generell zu erhaltende, zu schützende und zu verbessernde Lebensgrundlage für die lokale Bevölkerung.

Betroffenheit

Das Plangebiet liegt nicht innerhalb oder in der Umgebung eines Trinkwasserschutzgebietes (ZPS). Südwestlich befinden sich drei Trinkwasserreservoir. Das Plangebiet befindet sich auf keinem bekannten Grundwasserkörper.

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

5.4.3 HOCHWASSER

Allgemeine Erläuterungen

Hochwasser entsteht grundsätzlich, wenn die Speicherkapazität des Bodens aufgrund langanhaltender Niederschläge aufgebraucht ist oder die Infiltrationskapazität des Bodens geringer ist als die Niederschlagsmenge. Es kann zu drei unterschiedlichen Arten von Hochwasser kommen. Flusshochwasser, Hochwasser in Folge von Starkregen oder aufsteigendem Grundwasser.

Der Bewirtschaftungsplan der WRRL Luxemburg betrachtet neben oben genannten Themen auch die Steigerung der Retention in der Fläche, wodurch auch die Hochwasserspitzen abgeschwächt werden können. Renaturierung und natürliche Gewässerbewirtschaftung tragen ebenfalls zu einer Verbesserung von Gewässerzustand und Hochwasserschutz bei.

Betroffenheit

Innerhalb des Plangebietes befindet sich eine kleine Starkregengefahrenezone. Aufgrund der geplanten Nutzung (Erweiterung eines Schwimmbeckens) werden ausreichende Retentionskapazitäten erwartet. Das Plangebiet liegt außerhalb jeglicher Hochwassergefahrenezonen.



Abbildung 26: Starkregengefahrenezonen im Plangebietsbereich. Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.4.4 ABWASSER

Allgemeine Erläuterungen

Eine große Belastung der Zustände von Grund- und Oberflächenwasser in Luxemburg sind noch immer die fehlenden Kläranlagen, überlastete Kläranlagen und jene Kläranlagen, die nicht dem aktuellen „Stand der Technik“ entsprechen und zu Nährstoffeinträgen durch die Einleitung von nicht oder ungenügend geklärten Abwässern führen.

Im Sinne der WRRL ist zu gewährleisten, dass die Kläranlagen über die erforderlichen Vorrichtungen zum Herausfiltern von Stickstoffverbindungen (Nitrate) verfügen. Der schlechte Zustand vieler Fließgewässer, die nicht den Vorgaben der WRRL entsprechen, ist hauptsächlich auf die Zuführung von Nitraten zurückzuführen.

In Luxemburg wird größtenteils über das Mischverfahren entwässert, bei welchem Regen- und Schmutzwasser in gemeinsamen Kanälen den Kläranlagen zugeführt und bei Starkregen durch Regenüberläufe in Oberflächengewässer abgeschlagen werden. Dies trägt ebenfalls zum schlechten Zustand vieler Oberflächengewässer bei.

Betroffenheit

Die Abwässer der Gemeinde Parc Hosingen werden in mehreren Kläranlagen des Syndikates SIDEN gereinigt. Einige Kläranlagen wurden vergrößert resp. neu gebaut und haben insgesamt eine Kapazität von 4.759 Einwohnergleichwerten bei 3.160 Einwohnern. Es handelt sich um mehrere sowohl mechanische als auch biologische Kläranlagen.

Durch die geplante Ausweisung der Fläche werden kaum zusätzliche Klärkapazitäten benötigt.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.5 SCHUTZGUT BODEN

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 5: Schutzgutspezifische Umweltleitziele - Boden

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
02	Im Sinne des Schutzes natürlicher Ressourcen ist der nationale Bodenverbrauch bis 2020 auf 1 ha/Tag zu stabilisieren bzw. bis 2050 der weitere Landverbrauch zu stoppen (3 ^{er} PNDD 2021 und NECP 2020)
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Sicherung der Böden, ihrer ökologischen Funktionen und ihrer nachhaltigen Nutzbarkeit
	Schonung seltener und hochwertiger Böden, insbesondere auch der guten landwirtschaftlichen Böden
	Sparsame und schonende Bewirtschaftung der Ressource Boden
	Sanierung und Vermeidung von schadstoffbelasteten Böden
	Minimierung von Terrassierungsarbeiten und Vermeidung von Aushub

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lassen sich die Teilbereiche Flächenverbrauch, schadstoffbelastete Böden und landwirtschaftlich wertvolle Böden abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

5.5.1 FLÄCHENVERBRAUCH

Allgemeine Erläuterungen

Ein Handlungsziel im Entwurf des „Plan National pour un Développement Durable“ (PNDD) ist die Stabilisierung des Bodenverbrauchs auf max. 1ha/Tag oder weniger im gesamten Land bis 2020. Dieses Ziel soll bis 2023 erneut überprüft werden. Für jede Gemeinde wurden Zielwerte für den maximalen Bodenverbrauch aufgeschlüsselt.

Betroffenheit

Durch die geplante PAG-Modifikation wird eine Fläche von 1.360 m² aus der „Zone verte“ in eine SPEC spa-1 klassiert. Neben der Erweiterung des Schwimmbeckens ist keine weitere Bodenversiegelung vorgesehen. Ein erheblicher Flächenverlust liegt laut Projektvorhaben nicht vor.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.5.2 SCHADSTOFFBELASTETE BÖDEN

Allgemeine Erläuterungen

Im Altlasten- und Verdachtsflächenkataster Luxemburg sind landesweit sämtliche bekannte Flächen dokumentiert, bei denen aufgrund der dort stattfindenden oder stattgefundenen Aktivitäten der Verdacht einer Boden- oder Grundwasserkontamination nicht ausgeschlossen werden kann.

Die Tatsache, dass eine Fläche in diesem Kataster erfasst wurde, bedeutet nicht, dass von dieser Fläche eine direkte Gefahr für Mensch und Umwelt ausgeht. Die Durchführung entsprechender Untersuchungen (Probebohrung und ggf. Sanierung), in Absprache mit den zuständigen Behörden, ist im Vorfeld

einer Bebauung notwendig. Nur so kann die Umweltverträglichkeit der Bebauung einer betroffenen Fläche garantiert werden.

Betroffenheit

Im Plangebiet gibt es laut CASIPO keine bekannten Altlasten- oder Altlastenverdachtsflächen.

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

5.5.3 LANDWIRTSCHAFTLICH WERTVOLLE BÖDEN

Allgemeine Erläuterungen

Im Sinne einer möglichst bodensparenden Raumentwicklung und einer Reduzierung/Beschränkung des Flächenverbrauches sollten neben dem Bodenrecycling und der Umnutzung bereits versiegelter Flächen landwirtschaftlich wertvolle Böden bei der Ausweisung und Entwicklung von Flächen prioritär erhalten werden. Grundlage dafür ist die Erstellung ausreichender und belastbarer Datengrundlagen, um landwirtschaftlich wertvolle Böden zu identifizieren, diese Information in die Planungen einzubeziehen und möglicherweise erhalten zu können.

Betroffenheit

Laut Bodengütekarten der Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) des Landwirtschaftsministeriums befindet sich das Plangebiet zum Großteil auf nicht landwirtschaftlich nutzbarer Fläche. Entlang des nördlichen und westlichen Randbereiches reicht das Plangebiet knapp in einen Bereich von mittlerer Bodengüte hinein. Aufgrund der Lage am Waldrand, der Topographie und der randlichen Bestandsbebauung im Norden ist eine landwirtschaftliche Nutzung dieses Bereiches ohnehin nicht möglich. Böden von exzellenter landwirtschaftlicher Qualität werden nicht tangiert.

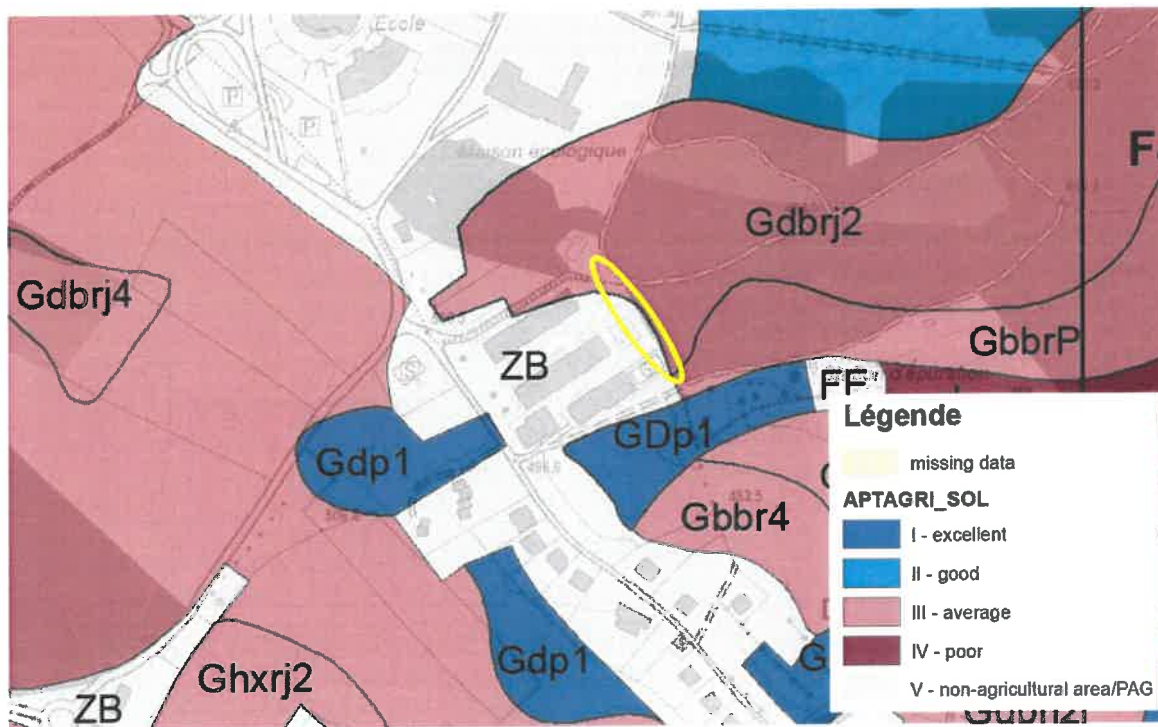


Abbildung 27: Auszug der Bodengütekarte mit der ungefähren Lage des Plangebietes (gelb). Quelle ASTA 2017

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

5.6 SCHUTZGUT KLIMA UND LUFT

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 6: Schutzgutspezifische Umweltleitzielen - Klima und Luft

LEITZIEL	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
01	Dem Leitbild von Klimaschutz und Klimaanpassung entsprechend, müssen Energieeinsparung und Emissionsminderung gefördert werden, so dass eine Reduktion der Treibhausgasemissionen um 55% bis 2030 (Basis: 2005) möglich wird (3 ^{er} PNDD 2021)
06	Zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit sowie zur Förderung von Lebensqualität ist das Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel zu verhindern (Richtlinie 2008/50/CE und 3 ^{er} PNDD 2021)
08	Die Reduktion verkehrsbedingter Umweltbelastung durch eine Verringerung des Modal Split für Arbeitswege: MIV (nur Fahrer) -46%; MIV (mehrfach besetzt) -19%; ÖV -22%, Fahrrad -4%, Fußgänger -9% (3 ^{er} PNDD 2021 und MODU 2.0 2018)
SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE	
	Erhaltung, Sicherung oder auch Wiederherstellung und Entwicklung von Gebieten mit hoher Bedeutung für das regionale Klima und die Luftreinhaltung (Frisch- und Kaltluftentstehungsgebiete sowie entsprechende Schneisen zum Luftausgleich)
	Vermeidung von Beeinträchtigungen der klimatischen Ausgleichsleistungen
	Berücksichtigung potenzieller Folgen klimatischer Veränderungen wie Unwetterereignisse, zunehmende Hochwasser und Hitzeextreme

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lassen sich die drei Teilbereiche Klimawandel, klimatisch-lufthygienische Ausgleichsflächen und Feinstaubbelastung abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

5.6.1 KLIMAWANDEL

Allgemeine Erläuterungen

Der Umgang mit Auswirkungen des Klimawandels ist eine der größten Herausforderungen des 21. Jahrhunderts. Die Erderwärmung in den vergangenen 50 Jahren ist maßgebend auf den Menschen und menschliche Aktivitäten zurückzuführen (PNDD, 2010). Im Großherzogtum Luxemburg verringerten sich die Treibhausgasemissionen im Zeitraum zwischen 1990 und 1998 als Folge des wirtschaftlichen Strukturwandels (hier: Umstrukturierung der Stahlindustrie). In den folgenden sieben Jahren stieg der Wert der Treibhausgasemissionen erneut auf ein ähnliches Niveau von 1990 an als Resultat des wachsenden Verkehrsaufkommens. Mit 17,4 t CO₂ Äquivalent pro Einwohner (EEA, 2016) gilt Luxemburg als größter Emittent der EU. Seit 2006, als der erste Aktionsplan Klimaschutz in Kraft trat, konnte der Wert stetig verringert werden. Nach dem zweiten Aktionsplan Klimaschutz aus dem Jahr 2013 ist ein dritter zurzeit in Ausarbeitung.¹ Relevante Treibhausgase sind in erster Linie CO₂ (Verkehr, Heizen, Stromerzeugung oder Industrieemissionen), Methan (Klärwerke, Mülldeponien und in der Landwirtschaft) und N₂O (Viehzucht und Düngemiteleinsetzung). Hauptverursacher in Luxemburg ist zu zwei Drittel der Transportsektor.

¹ Anpassung an den Klimawandel in Luxemburg, Klimafolgen, Handlungsempfehlungen, Maßnahmen. MDDI, 18.04.2018

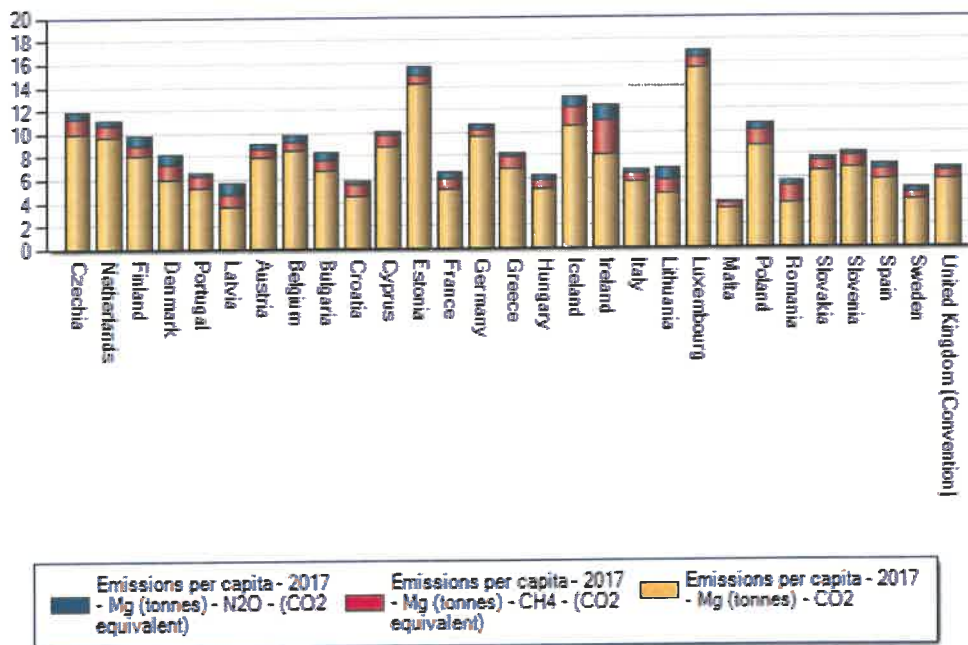


Abbildung 28: Treibhausgasemission 2017 (in CO₂-Äquivalenten) pro Kopf im EU-Vergleich. Quelle: <http://www.eea.europa.eu/data-and-maps/data/data-viewers/greenhouse-gases-viewer>

Auf Gemeindeebene sind besonders die auf den Klimawandel zurückzuführenden lokalen Auswirkungen und Extremereignisse wie Hitze (>Dürre, Waldbrandgefahr, Hitzestress), Starkregen (>Hochwasser, Bodenerosion, Hangrutschungen) oder Starkwind (>Sturmschäden) von Bedeutung sowie eine potenziell zunehmende Häufigkeit dieser Extremereignisse und in welchen Räumen sich eine Anfälligkeit und die Notwendigkeit einer Anpassung bzw. der Schaffung widerstandsfähiger Strukturen ergibt.

Betroffenheit

Die Fläche liegt in der Nähe der N7, welche durch ihre Verbindungsfunktion zwischen ländlichem Raum und der südlichen Stadt Luxemburg von starken Verkehrsaufkommen geprägt ist. Das Plangebiet ist durch mehrere Bushaltestellen bei Dickt und am Kreisverkehr Schinker gut an den ÖPNV angebunden. Daneben stehen im Bereich „Parc“ ausreichend Parkplätze zur Verfügung. Ein erhöhtes Verkehrsaufkommen durch die geplante Nutzung wird nicht erwartet.

Aufgrund des bestehenden Schwimmbades und weiterer Freizeiteinrichtungen im Umfeld werden allgemein durch die Erweiterung des Schwimmbeckens kein erhöhtes Verkehrsaufkommen und damit einhergehende zusätzliche Treibhausgasemissionen erwartet.



Abbildung 29: Anbindungen an den ÖPNV (violett) in der Umgebung des Plangebietes (rot). Quelle: <https://www.geoportail.lu>

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

5.6.2 KLIMATISCH - LUFTHYGIENISCHE AUSGLEICHSFLÄCHEN

Allgemeine Erläuterungen

Die bioklimatische Situation und die Luftqualität sind in besiedelten Räumen entscheidende Voraussetzungen für Gesundheit und Wohlbefinden des Menschen. Teilräume der Landschaft übernehmen die Funktion, über Frischluftentstehung und Luft-Austauschbahnen die klimatischen und lufthygienischen Verhältnisse in den bebauten Frischluft-Bedarfsgebieten positiv zu beeinflussen und bestehenden Vorbelastungen entgegenzuwirken.

Außerdem stehen Klimaschutz und Klimaanpassung in einem direkten Zusammenhang mit der klimatisch-lufthygienischen Ausgleichsfunktion von Flächen, da auftretende Extremereignisse (Trockenheit, Hitze, Dürre, Extremniederschlag, Hochwasser, Sturm etc.) in der Stärke ihrer Auswirkungen von begrünten und unversiegelten Flächen geschwächt und ausgeglichen werden können. Diesbezüglich sollte in den Gemeinden auf ausreichende Grünstrukturen und -flächen geachtet werden.

Betroffenheit

Da im Rahmen der geplanten Nutzung keine großflächige dauerhafte Versiegelung im Plangebiet vorgesehen ist und regional ein hohes Maß an unversiegelter Fläche vorhanden ist, werden keine erheblichen Auswirkungen auf die klimatisch-lufthygienische Ausgleichsfunktion der Fläche erwartet.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.6.3 FEINSTAUBBELASTUNG

Allgemeine Erläuterungen

Seit dem Jahr 2005 sind Grenzwerte für den 24-Stunden-Mittelwert von Stickstoffdioxid - (NO_2) und Feinstaubpartikelaustritt (PM_{10}) festgesetzt. Diese Grenzwerte liegen bei $50 \mu\text{g}/\text{m}^3$ (NO_2) bzw. bei $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$ (PM_{10}). Messungen der Umweltverwaltung belegen, dass an den großen Verkehrsknotenpunkten, speziell in Luxemburg-Stadt, die Grenzwerte für NO_2 und PM_{10} überschritten werden. Zum Jahr 2010 wurde der Grenzwert für den 24-Stunden-Mittelwert von NO_2 auf $40 \mu\text{g}/\text{m}^3$ herabgesetzt. Als Hauptverursacher des NO_2 - und PM_{10} - Ausstoßes wird der Verkehr angesehen. Um diesen Ausstoß reduzieren zu können, sind gezielte Maßnahmen notwendig. Diese sollten sich auf das Verkehrsverhalten der wohnenden und arbeitenden Bevölkerung beziehen (PNDD, 2010). Neben der Schadensbegrenzung haben der Ausbau und die Attraktivitätssteigerung des ÖPNV eine hohe Bedeutung für die Reduktion der Feinstaubbelastung. Darüber hinaus ist bei der geplanten Bebauung sowohl die Steigerung der Energieeffizienz als auch die Nutzung von erneuerbaren Energien zu fördern.

Betroffenheit

Laut Geoportal bestehen im Bereich des Plangebietes Werte von ca. $11\text{-}20 \mu\text{m}/\text{m}^3$ PM_{10} sowie von ca. $0\text{-}25 \mu\text{m}/\text{m}^3$ NO_2 . Die oben erwähnten Grenzwerte werden nicht überschritten. Das Plangebiet ist durch mehrere Bushaltestellen bei Dickt und am Kreisverkehr Schinker gut an den ÖPNV angebunden. Aufgrund der geplanten Nutzung werden keine erheblichen Erhöhungen der genannten Werte erwartet (siehe 5.6.1).

Laut Geoportal befindet sich ca. 1,1 km nordwestlich des Plangebietes eine mittelgroße Feuerungsanlage (Biogas Our s.à r.l.).

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.7 SCHUTZGUT KULTUR- UND SACHGÜTER

Folgende Tabelle zeigt die schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Umweltziele:

Tabelle 7: Schutzgutspezifische Umweltleitzielle - Kultur- und Sachgüter

LEITZIELE	SCHUTZGUTBEZOGEN RELEVANTE ZENTRALE UMWELTZIELE
09	Im Sinne einer nachhaltigen räumlichen Entwicklung ist der Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter zu vermeiden (3 ^{er} PNDD 2021)
	SCHUTZGUTSPEZIFISCH ZU BERÜCKSICHTIGENDE ZIELE
	Erhalt von Denkmälern und Sachgütern
	Behutsame Weiterentwicklung denkmalpflegerisch relevanter Siedlungen
	Sicherung von historischen Kulturlandschaften
	Sicherung baulicher Ensembles und erhaltenswerter Baustrukturen

Basierend auf den für das Schutzgut relevanten Leitzielen und den schutzgutspezifisch zu berücksichtigenden Zielen lassen sich die Teilbereiche archäologisch relevante Flächen sowie Denkmalschutz von Objekten und Ensembles abgrenzen, die nachfolgend betrachtet werden.

5.7.1 ARCHÄOLOGISCH RELEVANTE FLÄCHEN

Allgemeine Erläuterungen

Das „Institut national de recherche archéologique“ (INRA), unterscheidet bezüglich der archäologisch relevanten Flächen zwischen drei „Zones archéologiques“:

„zone rouge“: Bereiche, in denen sich besonders wichtige archäologische Schutzgüter befinden, die von nationalem Interesse sind. Diese Flächen stehen in der Regel bereits unter Denkmalschutz und sind nicht bebaubar.

„zone orange“: Bereiche, in denen sich wichtige archäologische Schutzgüter befinden, deren Ausmaß und Erhaltungsgrad noch nicht bekannt ist. Im Vorfeld eines Bauprojektes ist das INRA zu kontaktieren.

„zone beige“: Bereiche, in denen noch nie archäologische Untersuchungen stattgefunden haben und Funde nicht ausgeschlossen werden können. Im Vorfeld eines Bauprojektes von mehr als 0,3 ha ist das INRA zu kontaktieren.

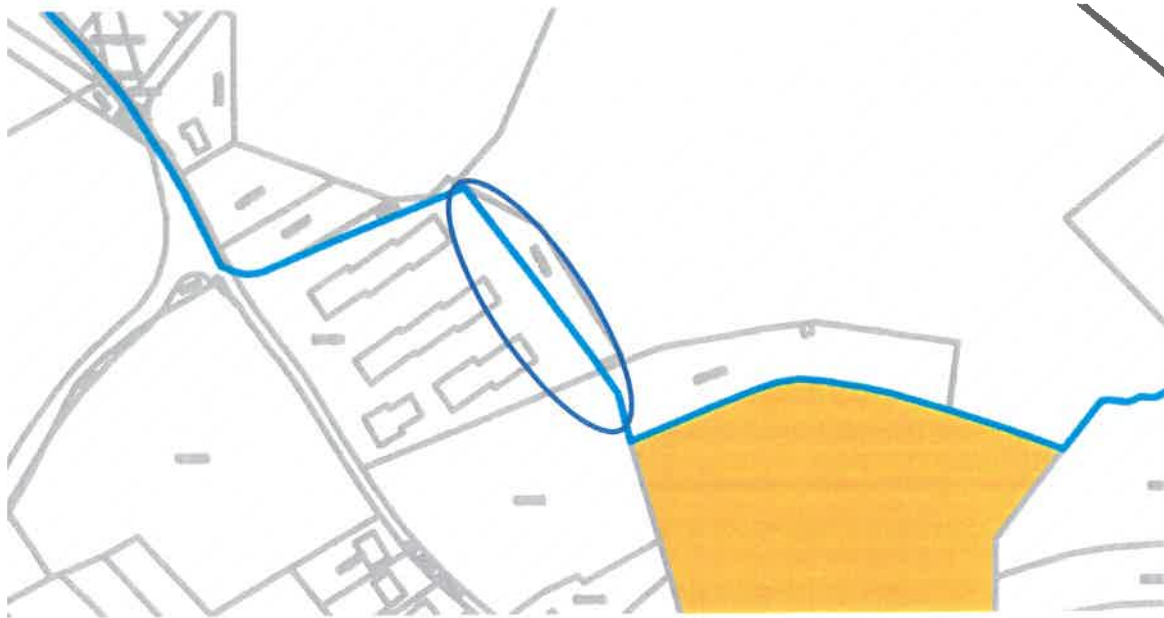
Betroffenheit

Abbildung 30: Auszug aus der Karte des INRA. Die ungefähre Lage des Plangebietes ist blau markiert. Quelle: INRA 2015

Laut der Karte, die vom „Institut rational de recherche archéologique“ (INRA) für die Gemeinde Parc Hosingen erstellt wurde, liegt das Plangebiet in einer Zone mit archäologischem Potenzial. Die Plangebietsfläche beträgt dabei 0,136 ha.

Insgesamt werden keine erheblichen Auswirkungen erwartet.

5.7.2 DENKMALSCHUTZ VON OBJEKTEN UND ENSEMBLES

Allgemeine Erläuterungen

Generell werden unter Kulturgütern denkmalschutzrelevante Flächen und Objekte wie z.B. historische Gebäude und Ensembles verstanden. Der Schutz dieser Kulturgüter schließt unter fachlichen Aspekten eine den geschützten Gebäuden angemessene Gestaltung des unmittelbaren Umfeldes (Schutz der Umgebungsqualität) mit ein.

Betroffenheit

Im Plangebiet gibt es keine geschützten Objekte und Ensembles.

Insgesamt werden keine Auswirkungen erwartet.

6 FAZIT

Die Gemeinde Parc Hosingen plant bei Wahlhausen-Dickt eine Fläche, die im aktuellen PAG als „Zone forestière“ (FOR) ausgewiesen ist, über eine punktuelle Modifikation in eine „Zone spéciale ‚la Sapinière 1‘“ (SPEC sap-1) umzuwandeln. Da allgemein die SPEC sap-1 als Ausweisungskategorie im PAG noch nicht existiert, ist die Definition einer solchen Zone ebenfalls Teil dieser „modification ponctuelle“ (MoPo). Ziel der Modifikation ist eine Bestandsanpassung der aktuellen Nutzung (Schwimmbecken, Tennisplatz und weitere Einrichtungen wie z. B. Bungalow) sowie ein Ausbau des Schwimmbeckens im Plangebiet.

Um potenziell erhebliche Umweltauswirkungen dieser geplanten PAG-Modifikation zu ermitteln, wurde die vorliegende Phase 1 der SUP durchgeführt.

Bei der Bewertung der Erheblichkeit von Umweltauswirkungen durch die punktuelle Modifikation sind insbesondere folgende Aspekte zu berücksichtigen:

- ▶ Verbesserung der Naherholungs- und Freizeitqualität
- ▶ keine Betroffenheit schadstoffbelasteter oder landwirtschaftlich geeigneter Böden
- ▶ keine Betroffenheit von ausgewiesenen Landschaftsräumen
- ▶ keine besondere klimatisch- und lufthygienische Ausgleichsfunktion
- ▶ keine Betroffenheit von Oberflächen- und Grundwasserkörpern
- ▶ keine Betroffenheit von archäologisch relevanten Flächen und geschützten Denkmälern und Ensembles.

Für das **Schutzgut menschliche Gesundheit und Bevölkerung**, das **Schutzgut Landschaft**, das **Schutzgut Boden**, das **Schutzgut Klima und Luft** und das **Schutzgut Kultur- und Sachgüter** werden geringe Auswirkungen erwartet.

Für das **Schutzgut Flora, Fauna und biologische Vielfalt** und das **Schutzgut Wasser** werden mittlere Auswirkungen erwartet.

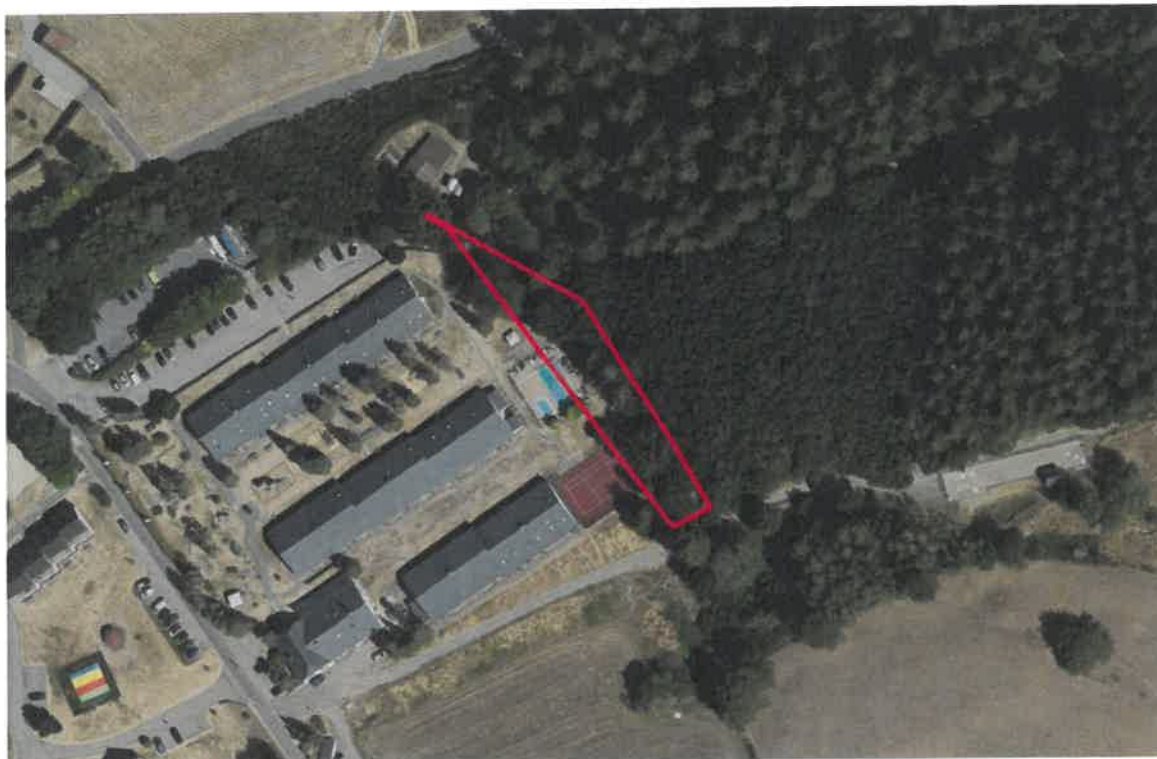
Unter Berücksichtigung folgender Maßnahmen können erhebliche Umweltauswirkungen auf die Schutzgüter ausgeschlossen werden:

- ▶ Zur Unterbindung einer Verletzung von Art. 21 NatSchG sind zur Vermeidung von Tötungen Rodungsarbeiten ausschließlich im Winterhalbjahr (Anfang Oktober bis Ende Februar) durchzuführen. Vor etwaigen Rodungsmaßnahmen ist eine Besatzkontrolle durchzuführen.
- ▶ Im Falle der Zerstörung/Beeinträchtigung geschützter Strukturen und Lebensräume nach Art. 17 sind eine detaillierte Biotop- und Habitatwertermittlung, eine naturschutzrechtliche Genehmigung sowie Kompensationsmaßnahmen (-zahlungen) erforderlich. Die Fläche ist nach Art.17 NatSchG zu kennzeichnen.
- ▶ Baubedingt ist eine ordnungsgemäße und sichere Baustelleneinrichtung und Nutzung von Baustellenmaschinen zu gewährleisten, sodass keine Gefährdung des Oberbodens und der Bolletsbaach sowie der darin befindlichen Flora und Fauna durch Schmiermittel oder Treibstoffe entsteht.

7 ANHANG

Anhang 1: FFH-VP Screening MoPo La Sapinière

ADMINISTRATION COMMUNALE
PARC HOSINGEN
11, OP DER HÉI
L-9809 HOSINGEN



**FFH-VERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG
PHASE 1 VORPRÜFUNG „SCREENING“
NATURA 2000-SCHUTZGEBIET LU0001002
„VALLÉE DE L'OUR DE OUREN À WALLENDORF PONT“**

PROJEKT - MOPO LA SAPINIÈRE

VERSION VOM 02. MÄRZ 2023



Oeko-Bureau
Ecologie / Aménagement du territoire
Didactique de l'Environnement
Boîte postale 44 L-3701 Rumelange
Tél : (+352) 56 20 20 info@oeko-bureau.lu

Auftraggeber:

Administration communale Parc Hosingen
11, Op der Héi
L-9809 Hosingen

Auftragnehmer:

Oeko-Bureau s.à r.l.
3, Place des Bruyères
L-3701 Rumelange
Tél.: 56 20 20

Bildnachweis Deckblatt:

Blick aus südlicher Richtung auf das Plangebiet.
Quelle: Oeko-Bureau, März 2021

INHALTSVERZEICHNIS

1.	EINLEITUNG	1
1.1.	Anlass und Aufgabenstellung	1
1.2.	Ablauf der FFH-Verträglichkeitsprüfung	2
1.3.	Datengrundlagen	4
2.	PROJEKTBE SCHREIBUNG UND WIRKFAKTOREN	5
2.1.	Allgemeine Informationen	5
2.2.	Plangebietsbeschreibung	7
2.3.	Relevante Wirkfaktoren	11
3.	METHODIK ZUR BEWERTUNG DER EINGRIFFSERHEBLICHKEIT	13
3.1.	Bewertungskategorien	13
3.2.	Grundlagen der Bewertung	13
4.	FFH-SCREENING FÜR DIE HABITATZONE LU0001002	14
4.1.	Beschreibung des FFH-Gebietes LU0001002	14
4.2.	Erhaltungsziele des FFH-Gebietes LU0001002	18
5.	WIRKUNGSPROGNOSE	20
5.1.	Erhaltungsziele im Schutzgebiet	20
5.2.	Kumulative Effekte	23
6.	ZUSAMMENFASSUNG UND FAZIT	24

1. EINLEITUNG

1.1. ANLASS UND AUFGABENSTELLUNG

Die Gemeinde Parc Hosingen plant bei Wahlhausen-Dickt eine Fläche, die im aktuellen PAG als „Zone forestière“ (FOR) ausgewiesen ist, über eine punktuelle PAG-Modifikation in eine „Zone spéciale ‚la Sapini-ère 1‘“ (SPEC sap-1) umzuwandeln. Da die SPEC sap-1 als Ausweisungskategorie im PAG noch nicht existiert, ist die Definition einer solchen Zone ebenfalls Teil dieser „modification ponctuelle“ (MoPo).

Ziel der Modifikation ist eine Bestandsregularisierung und -anpassung der aktuellen Nutzung im Plangebiet. Es handelt sich dabei um ein Schwimmbecken und einen Tennisplatz, welche Teil eines Ferienwohnungskomplexes sind. Zudem ist ein Ausbau bzw. eine Vergrößerung des Schwimmbeckens geplant.

Das besagte Plangebiet befindet in der Nähe des Natura 2000-Schutzgebietes LU0001002 „Vallée de l’Our de Ouren à Wallendorf-Pont“.

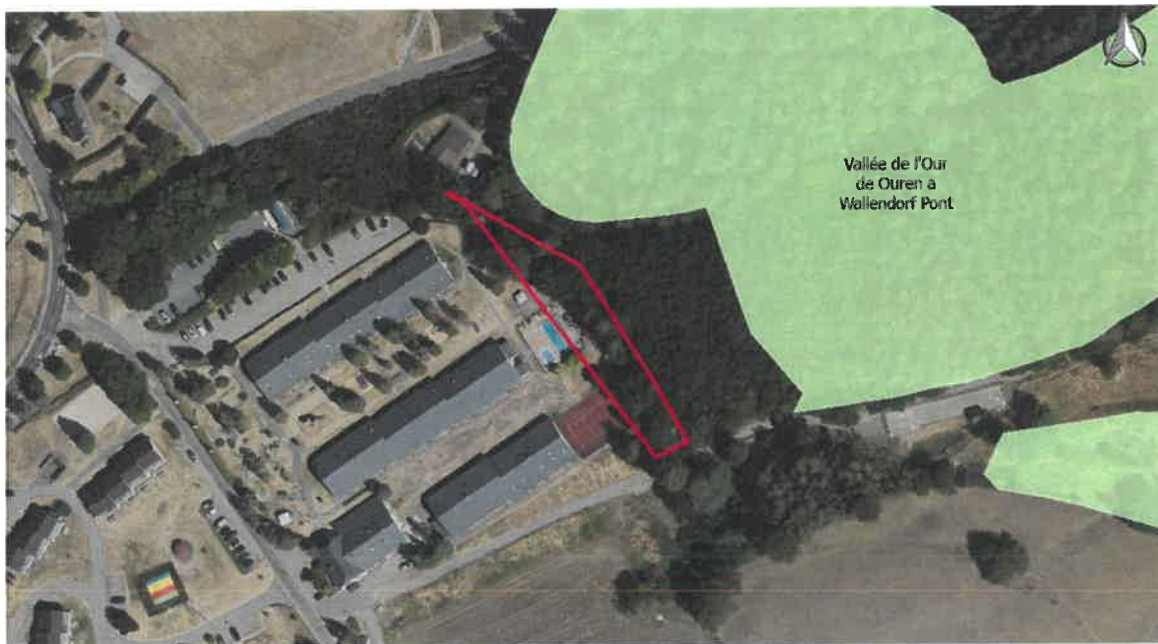


Abbildung 1: Auszug aus dem Orthophoto 2022 mit dem Plangebiet und des nordöstlich befindlichen Natura 2000-Schutzgebietes LU0001002. Quelle: <http://www.geoportail.lu>

Nach Art. 32f des Naturschutzgesetzes (NatSchG), „loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles“ und nach Artikel 6, Absatz 3 der Fauna-Flora-Habitat-Richtlinie (FFH-Richtlinie) ist eine FFH-Verträglichkeitsprüfung (FFH-VP) durchzuführen, sobald Pläne oder Projekte einzeln oder in Verbindung mit anderen Plänen und Projekten (kumulativ) ein Habitat- oder Vogelschutzgebiet erheblich beeinträchtigen können.

Die FFH-VP erfolgt auf der Basis der für die Gebiete festgelegten Schutz- und Erhaltungsziele. Zentrale Frage ist, ob ein Projekt oder Plan zu erheblichen Beeinträchtigungen eines Natura 2000-Gebiets in seinen für die Schutz- und Erhaltungsziele maßgeblichen Bestandteilen führen kann. Prüfrelevant sind Maßnahmen und Projekte, die innerhalb von Natura 2000-Gebieten liegen (also in Habitat- und/oder

Vogelschutzgebieten) oder deren Standorte sich zwar außerhalb dieser Kulissen befinden, die aber dennoch geeignet sind, auf Natura 2000-Gebiete negativ einzuwirken.

Der eigentlichen FFH-VP vorgeschaltet ist eine FFH-Vorprüfung (auch Screening genannt), in der die Betroffenheit des Schutzgebietes abgeschätzt wird. Die Durchführung der FFH-VP ist vom Ergebnis einer solchen Vorprüfung abhängig.

Stellt sich bei der Vorprüfung heraus, dass erhebliche Auswirkungen auf die Lebensraumtypen und Anhangarten nicht ausgeschlossen werden können, ist eine eigentliche FFH-VP durchzuführen.

1.2. ABLAUF DER FFH-VERTRÄGLICHKEITSPRÜFUNG

Der Ablauf einer FFH-Verträglichkeitsprüfung wird durch das „Règlement grand-ducal du 1^{er} mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles“ festgelegt.

Eine FFH-VP durchläuft mehrere Phasen. Die Anzahl der zu durchlaufenden Phasen und ihre Detailtiefe ergeben sich aus dem Grad der zu erwartenden erheblichen Auswirkungen.

Der „Ausschluss erheblicher Umweltauswirkungen auf das Natura 2000-Gebiet“ ist die zu untersuchende Zielgröße. Wird dies erreicht, kann die FFH-VP an der jeweiligen Stelle beendet werden (vgl. EU-Kommission, 2001).

Nachfolgend sind Ablauf und mögliche Ergebnisse der Phasen zusammenfassend dargestellt:

Phase 1: Mögliche Ergebnisse der Phase 1, Screening, können sein:

- a) Erhebliche Auswirkungen durch den Plan/ das Projekt können ausgeschlossen werden. Daraus folgt: Keine weitere Untersuchungsphase der FFH-VP.
- b) Erhebliche Auswirkungen durch den Plan/ das Projekt können unter bestimmten Umständen ausgeschlossen werden. Nach Auflistung dieser Voraussetzungen ist keine weitere Untersuchungsphase der FFH-VP nötig.
- c) Erhebliche Auswirkungen durch den Plan/ das Projekt können nicht ausgeschlossen werden. Die Phase 2 der FFH-VP (Prüfung auf Verträglichkeit) ist durchzuführen.

Phase 2: Die Phase 2, Prüfung der Verträglichkeit, kann zu folgenden Ergebnissen kommen:

- a) Unter Anwendung zu definierender Schadensbegrenzungsmaßnahmen können die negativen Auswirkungen des Plans/ des Projekts vermieden werden.
- b) Trotz der Schadensbegrenzungsmaßnahmen bleiben nachteilige Restwirkungen bestehen. Phase 3 der FFH-VP (Prüfung von Alternativlösungen) ist durchzuführen.

Phase 3: Die Phase 3, Prüfung von Alternativlösungen, kann zu folgenden Ergebnissen kommen:

- a) Es sind Alternativlösungen vorhanden, mit denen sich erhebliche Beeinträchtigungen auf das Gebiet vermeiden lassen. Diese Alternativlösungen sind ebenfalls den Phasen 1 und 2 zu unterziehen.
- b) Es sind keine Alternativlösungen vorhanden. Die 4. Phase (Prüfung im Falle nicht vorhandener Alternativen und verbleibender nachteiliger Auswirkungen) ist durchzuführen.

Phase 4: Die Phase 4, Ausnahmeprüfung, kann zu folgenden Ergebnissen kommen:

- Zwingende Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses sind vorhanden. Beauftragung eines Lenkungsausschusses mit der Planung und Prüfung von Ausgleichsmaßnahmen, Durchführung und Monitoring. Das Projekt kann durchgeführt werden. Die Europäische Kommission ist, je nach Situation zu informieren, respektive muss eine Rücksprache mit ihr über das Vorhaben erfolgen.
- Zwingende Gründe des überwiegenden öffentlichen Interesses sind nicht vorhanden. Das Projekt kann nicht durchgeführt werden.

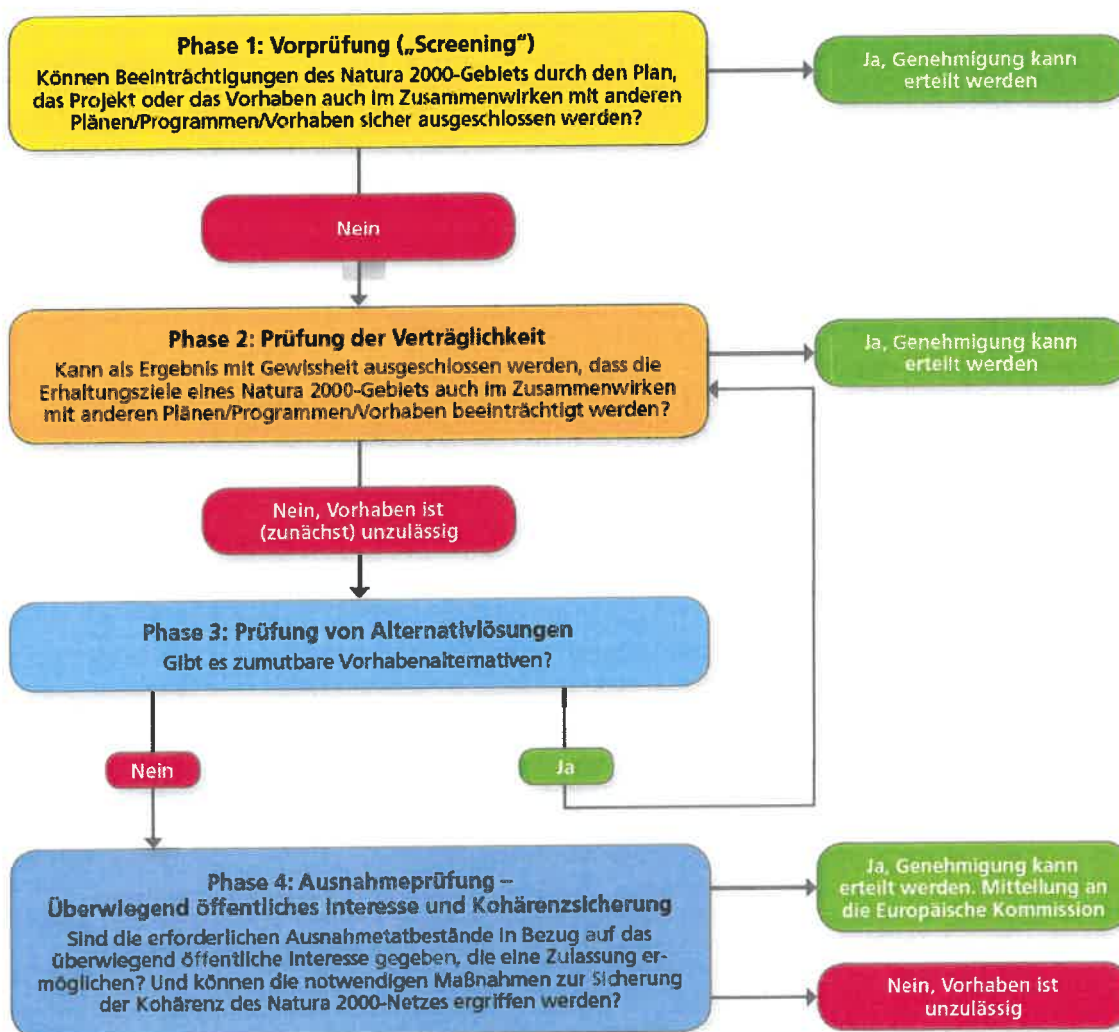


Abbildung 2: Ablaufschema zur FFH-VP. Quelle: Leitfaden MDDI, 2016

Das vorliegende Dokument beinhaltet das FFH-Screening (Phase 1) im Hinblick auf die Schutz- und Entwicklungsziele der betroffenen europäischen Schutzzone.

1.3. DATENGRUNDLAGEN

Für den Bereich des Untersuchungsraumes liegen aus folgenden Informationsquellen Angaben vor, die im FFH-Screening berücksichtigt werden können:

Standarddatenbogen des Natura 2000-Schutzgebietes LU0001002 „Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont“, 2012
Plan de gestion für das Natura 2000-Schutzgebiet LU0001002 „Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont“, 2018-2027
Règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation
Règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale
Règlement grand-ducal du 4 janvier 2016 portant désignation des zones de protection spéciale
Lambrecht/Trautner: Fachinformationssystem und Fachkonvention zur Bestimmung der Erheblichkeit im Rahmen der FFH-VP, 2007
PAG der Gemeinde Parc Hosingen, CO3 2018
Projet d'aménagement general - Modification Ponctuelle „La Sapinière“, CO3 2023
Recorder-Datenbank und Verbreitungs-Rasterkarten der Vorkommen geschützter Tierarten des Musée national d'histoire naturelle Luxembourg (MNHN-Datenportal)

2. PROJEKTBSCHREIBUNG UND WIRKFAKTOREN

2.1. ALLGEMEINE INFORMATIONEN

Eine im gültigen PAG als „Zone forestière“ (FOR) ausgewiesene, ca. 1.360 m² große Fläche soll über eine punktuelle Modifikation (Mopo) in eine „Zone spéciale ‚la Sapinière 1‘“ (SPEC sap-1) umklassiert werden. Da allgemein die SPEC sap-1 als Ausweiskategorie im PAG noch nicht existiert, ist die Definition einer solchen Zone ebenfalls Teil dieser „modification ponctuelle“ (MoPo). Das Plangebiet entspricht der Parzelle 1081/4234 der Sektion HnE de Wahlhausen in der Flur „In der Dickt“. Ziel der Ausweisung ist zum einen die Anpassung des rechtskräftigen PAG an die Bestandssituation. Ein zu einer Ferienanlage gehörendes Schwimmbaden sowie ein Tennisplatz liegen teilweise innerhalb des Plangebietes und somit auch innerhalb einer FOR. Da derartige Freizeitinfrastrukturen nicht innerhalb einer FOR zulässig sind, handelt es sich bei dem Projektvorhaben um eine nachträgliche Anpassung des PAG aufgrund eines nicht den Einschränkungen der aktuellen Ausweisung entsprechenden Bestandes. Darüber hinaus ist ebenfalls die Vergrößerung des Schwimmbadens innerhalb des Plangebietes geplant. Ein solches Bauvorhaben ist nur durch eine passende Ausweisung des entsprechenden Grundstückes realisierbar. Aufgrund der im Plangebiet befindlichen Grünstrukturen ist zur bauplanungsrechtlichen Sicherung der betroffenen Parzelle eine Ausweisung vorgesehen, welche weiterreichende Bauentwicklungen unterbindet. Da in der für die Ferienanlage „La Sapinière“, zu der das betroffene Schwimmbaden gehört, auf einer dafür eigens geschaffenen „Zone spéciale ‚la Sapinière‘“ (SPEC sap) der Bau von Unterkünften prinzipiell gestattet ist, wurde eine neue Unterkategorie dieser SPEC sap im Rahmen der geplanten MoPo definiert. In dieser vorgeschlagenen SPEC sap 1 ist lediglich die Installierung von mit „La Sapinière“ in Verbindung stehenden Freizeiteinrichtung im Außenbereich gestattet.

Die genaue Formulierung der dazu in der Partie écrite des PAG notwendigen Ergänzung lautet wie folgt:

10.3 Zone spéciale „La Sapinière 1“ (SPEC sap-1)

La zone spéciale „La Sapinière 1“ est destinée aux activités de plein air, sport, piscine, promenade, pique-nique et jeux relatifs au village de vacances „La Sapinière“.

Seuls sont autorisés les aménagements, équipements et dépendances, propres aux activités de la zone.

Tout séjour, même temporaire, en résidence mobile ou autres installations mobiles, est interdit.

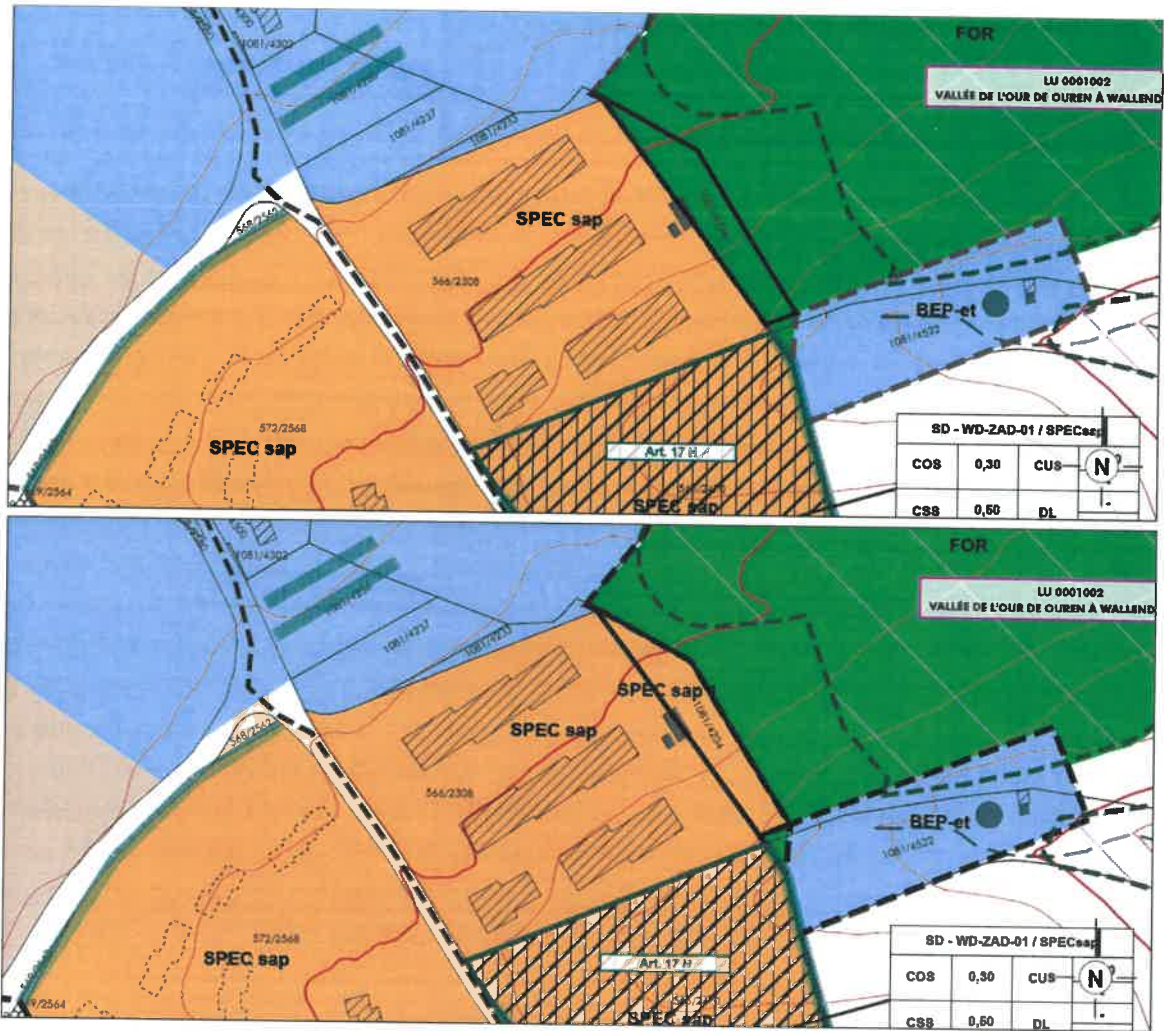


Abbildung 3: Oben: Ausschnitt aus dem rechtskräftigen PAG der Gemeinde Parc Hosingen. Unten: PAG Projekt der MoPo „La Sapinière“. Quelle: CO3 2023



Abbildung 4: Auszug aus dem Kataster mit Abgrenzung der geplanten Modifikation (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>



Abbildung 5: Öffentliche Waldflächen (grün) auf dem Orthophoto 2022 im Bereich des Plangebietes (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>

2.2. PLANGEBIETSBESCHREIBUNG

Das Plangebiet, welches aus der Parzelle 1081/4234 der Sektion HnE de Wahlhausen in der Flur „In der Dickt“ besteht, befindet sich südlich der Ortschaft Hosingen am östlichen Rand von „Wahlhausen-Dickt“, südöstlich der Schule und der umliegenden Naherholungs- und Freizeiteinrichtungen. Die Fläche ist Bestandteil des Ferienwohnungskomplexes „La Sapinière“, welcher aus mehreren Häuserreihen sowie einigen eigenen Freizeiteinrichtungen besteht. Dazu gehören ein Schwimmbecken und ein Tennisplatz am Ostrand von „La Sapinière“.

Die Parzelle 1081/4234 bzw. die Untersuchungsfläche erstreckt sich teilweise über den Tennisplatz und das Schwimmbecken von „La Sapinière“. Entlang des gesamten Nordwest-Randes des Plangebietes grenzt ein Waldrand aus Nadel- und Laubbäumen an.



Abbildung 6: Ausschnitt aus dem Orthophoto 2022 mit dem Plangebiet (rot). Quelle: <http://www.geoportail.lu>



Abbildung 7: Östlicher Randbereich des Plangebietes in Blickrichtung Nordwesten. Links im Bild ist das Schwimmbecken sichtbar. Quelle: CO3 2023



Abbildung 8: Südlicher Teilbereich des Plangebietes in Blickrichtung Südosten. Im Hintergrund ist der Tennisplatz sichtbar. Quelle: Oeko-Bureau 2023



Abbildung 9: Schwimmbecken der Ferienanlage „La Sapinière“, dessen Vergrößerung geplant ist. Quelle: Oeko-Bureau 2023



Abbildung 10: Nördlicher Randbereich des Plangebietes in Blickrichtung Süden. Quelle: Oeko-Bureau 2023



Abbildung 11: Waldrand im Osten des Plangebietes in Blickrichtung Südosten. Quelle: Oeko-Bureau 2023

2.3. RELEVANTE WIRKFAKTOREN

Die von einem Schwimmbecken ausgehenden theoretischen Wirkfaktoren werden in baubedingte, anlagebedingte und betriebsbedingte Wirkungen unterschieden.

Baubedingte Wirkfaktoren sind mit der Bautätigkeit verbunden und treten im Allgemeinen nach Abschluss der Bautätigkeit nicht mehr auf. Die Wirkungen beschränken sich nicht nur auf die eigentlichen Bauflächen, sondern können in Folge der Emissionen (Staub/Lärm) auch darüber hinaus reichen.

Anlagenbedingte Wirkfaktoren ergeben sich durch die Flächeninanspruchnahme des erweiterten Schwimmbeckens.

Betriebsbedingte Wirkfaktoren entstehen durch die Nutzung und den Betrieb des Schwimmbeckens sowie dessen Unterhaltung. Diese Wirkungen sind, wie die anlagebedingten auch, dauerhaft.

Table 1: Übersicht über die Wirkungsprozesse für Fauna und Flora

Wirkfaktor	Beeinträchtigung von Fauna und Flora
baubedingt	
Flächeninanspruchnahme durch Baustraßen und -flächen, Lagerung Material und Bodenaushub	Verlust oder Beeinträchtigung von Biotopen und Habitaten und Funktionsbeziehungen bei besonderer Habitatfunktion, baubedingte Tötung von Tierarten
Schadstoffemissionen / -immissionen (Baustellenverkehr)	Beeinträchtigung faunistischer Habitate durch Eutrophierung und /oder Schädigung
Stoffeintrag in Gewässer und baubedingte Stoffeinträge infolge Oberflächenabfluss	Beeinträchtigung faunistischer Habitate durch Eutrophierung und /oder Schädigung von Gewässern
Lärmemissionen und -immissionen, Erschütterung, visuelle Störreize (Licht, Bewegung), Lager (Nutzung als Habitat), Baustellenverkehr	Beeinträchtigung von Biotopen und Habitaten, Verlust oder Beeinträchtigung von Tieren durch Barrierewirkung, Anlockwirkung/ Falleneffekt, Vertreibung und Kollision
anlagenbeding	
Flächeninanspruchnahme	Lebensraumveränderung Eingriffe in den Boden- und Wasserhaushalt Beschädigung des Wurzelwerkes im Falle von Erdarbeiten

betriebsbedingt	
Lärmemissionen	Lebensraumveränderung Eingriff in die Lebensqualität Störungen, Verdrängungseffekte
Lichtemissionen	Lebensraumveränderung Eingriff in die Lebensqualität Störungen, Verdrängungseffekte
Visuelle Beeinträchtigungen	Störungen, Verdrängungseffekte

3. METHODIK ZUR BEWERTUNG DER EINGRIFFSERHEBLICHKEIT

3.1. BEWERTUNGSKATEGORIEN

Das FFH-Screening möglicher Auswirkungen durch das Vorhaben auf Natura 2000-Schutzgebiete unterscheidet drei Erheblichkeitsstufen:

Erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgebietsziele sind nicht zu erwarten.	
Bei Einhaltung von Vermeidungs- bzw. Minderungsmaßnahmen sind keine erheblichen Auswirkungen auf die Schutzgebietsziele zu erwarten.	
Erhebliche Auswirkungen auf die Schutzgebietsziele sind nicht ausgeschlossen, eine FFH-Verträglichkeitsuntersuchung ist erforderlich.	

3.2. GRUNDLAGEN DER BEWERTUNG

Rechtliche Vorgaben

Die Beurteilung möglicher Auswirkungen auf die Schutzgebiete erfolgt auf der Basis folgender gesetzlicher Grundlagen:

Habitatzone

Bei einer Habitatzone erfolgt die Bewertung auf der Grundlage der im „Règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation“ formulierten wesentlichen Erhaltungs- und Entwicklungsziele für die Natura 2000-Schutzgebiete.

Vogelschutzzone

Bei einer Vogelschutzzone erfolgt die Bewertung auf der Grundlage der im Règlement grand-ducal du 30 novembre 2012 portant désignation des zones de protection spéciale, ergänzt per Règlement grand-ducal du 4 janvier 2016 portant désignation des zones de protection spéciale formulierten wesentlichen Erhaltungs- und Entwicklungsziele für die Natura 2000-Schutzgebiete.

Fachliche Bewertung der Erheblichkeit

Die Bewertung der Eingriffserheblichkeit basiert auf dem Dokument:

Fachinformationssystem und Fachkonvention zur Bestimmung der Erheblichkeit im Rahmen der FFH-VP, (Lambrecht/Trautner 2007).

4. FFH-SCREENING FÜR DIE HABITATZONE LU0001002

4.1. BESCHREIBUNG DES FFH-GEBIETES LU0001002

Das Natura 2000-Schutzgebiet LU0001002 „Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont“ hat eine Größe von 5.676 ha und umfasst den Westhang des Ourtals sowie mehrerer Seitentäler und einen Teil des Ardennen-Plateaus von der belgisch-deutsch-luxemburgischen Grenze bis Wallendorf (vgl. Standarddatenbogen LU0001002; s. Abbildung 12).

Die Höhe des FFH-Gebiets variiert je nach Lage zwischen 250-500 m. Die Hänge des Ourtals sowie die Täler der Nebenflüsse sind mit Eichenwäldern, submontanen Buchenwäldern, Fichtenwäldern sowie einigen Schluchtenwäldern bedeckt (vgl. Standarddatenbogen LU0001002). Die Waldformationen bedecken dabei etwa eine Fläche von 70 % des Schutzgebietes (vgl. Managementplan LU0001002, 2018). Der vorwiegende Waldtyp ist der Hainsimsen-Buchenwald (Luzulo Fagetum > 500 ha), aber auch Waldmeister-Buchenwälder (Asperulo Fagetum > 190 ha) prägen das Landschaftsbild. Mehr als 18 % der Fläche des FFH-Gebiets werden landwirtschaftlich genutzt (u.a. Grünland, einjährige Kulturen, Obstbau). Auch Flüsse der planaren bis montanen Stufe mit Vegetation des Ranunculion fluitantis und des Callitricho-Batrachion (> 50 ha) sind Bestandteil des FFH-Gebietes (vgl. Standarddatenbogen LU0001002). Die Gewässer, einschließlich des Flusses Our, haben einen Anteil von knapp 3 % (vgl. Managementplan LU0001002, 2018). Die Our ist dabei besonders wichtig für Tiere, die in direkter Verbindung mit fließenden Gewässern stehen (vgl. Standarddatenbogen LU0001002).

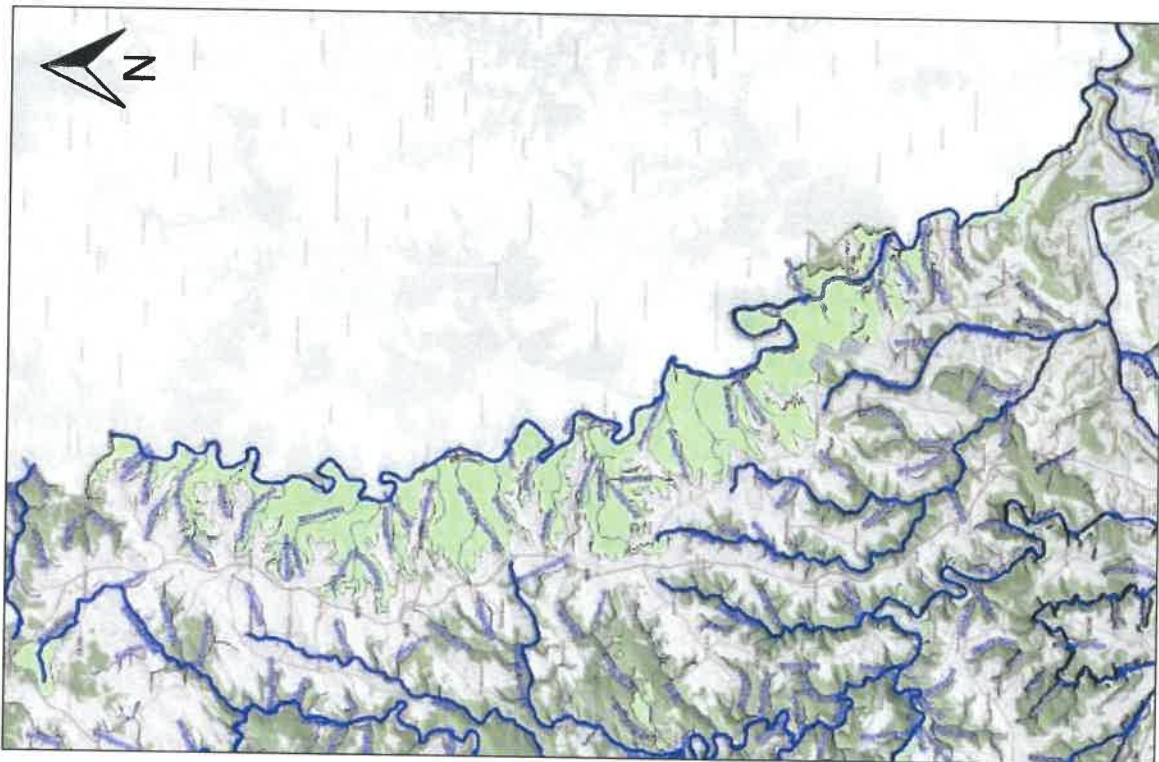


Abbildung 12: Verlauf des Natura 2000-Gebietes LU0001002(hellgrün) entlang der Our. Karte ohne Maßstab. Quelle: <http://www.geoportail.lu>, 2018

Die vorkommenden Lebensraumtypen (Anhang I) und Tierarten (Anhang II) der FFH-Richtlinie sind für das Natura 2000-Gebiet LU0001002 nachfolgend in Tabelle 3 und 4 dargestellt. Die prioritären Lebensraumtypen nach der FFH-Richtlinie sind mit einem * markiert. Sie sind besonders schutzbedürftig. Zudem sind in Tabelle 4 die im FFH-Gebiet LU0001002 auftretenden Vogelarten des Anhang I der Vogelenschutzrichtlinie aufgelistet.

Tabelle 2: Vorkommende Lebensraumtypen des Anhang I der FFH-Richtlinie nach Angaben des Standard-Datenbogens der EU

EU-Code	Lebensraumtyp (teils Kurzbezeichnung)
3130	Nährstoffarme bis mäßig nährstoffreiche Stillgewässer (Strandlings-/Zwergbinsen-Gesellschaften)
3140	Nährstoffarme bis mäßig nährstoffreiche kalkhaltige Stillgewässer mit Armleuchteralgen
3150	Natürliche und naturnahe nährstoffreiche Stillgewässer (Laichkraut-/Froschbiss-Gesellschaften)
3260	Fließgewässer mit flutender Wasservegetation
4030	Trockene Heiden
6210	Kalk-Magerrasen
6230*	Artenreiche Borstgrasrasen
6410	Pfeifengraswiesen
6430	Feuchte Hochstaudenfluren
6510	Magere Mähwiesen
7140	Übergangs- und Schwingrasenmoore
8150	Silikatschutthalden
8220	Silikatfelsen mit Felsspaltenvegetation
8230	Silikatfelskuppen mit ihrer Pioniervegetation
8310	Höhlen und Balmen
9110	Hainsimsen-Buchenwälder
9130	Waldmeister-Buchenwälder
9180*	Schlucht- und Hangmischwälder
91E0*	Auenwälder mit Erle, Esche, Weide

: prioritärer Lebensraumtyp ()

Das FFH-Gebiet beherbergt viele Lebensräume des Anhang I der FFH-Richtlinie, darunter auch prioritäre Lebensräume wie Schlucht- und Auenwälder, die von besonderem Interesse sind. Nicht prioritäre Lebensräume sind u.a. magere Mähwiesen oder Pfeifengraswiesen. Zudem gibt es Felsen, die von wertvollen Pflanzen besiedelt werden (vgl. Managementplan LU0001002, 2018). Laut Managementplan (Stand 2018) ist des Weiteren der Lebensraumtyp 8210 (Kalkfelsen mit Felsspaltenvegetation) vorhanden.

Tabelle 3: Vorkommende Tierarten des Anhangs II der FFH-Richtlinie nach Angaben des Standarddatenbogen der EU

Name wissenschaftlich	Name deutsch
<i>Callimorpha quadripunctaria</i>	Russischer Bär/Spanische Flagge
<i>Cottus gobio</i>	Groppe
<i>Lampetra planeri</i>	Bachneunauge
<i>Lycaena helle</i>	Blauschillernder Feuerfalter
<i>Margaritifera margaritifera</i>	Flussperlmuschel
<i>Myotis bechsteinii</i>	Bechsteinfledermaus
<i>Myotis emarginatus</i>	Wimperfledermaus
<i>Myotis myotis</i>	Großes Mausohr
<i>Oxygastra curtisii</i>	Gekielte(r) Flussfalke/Smaragdlibelle
<i>Trichomanes speciosum</i>	Prächtiger Dünnfarn
<i>Unio crassus</i>	Bachmuschel

Im FFH-Gebiet sind nach dem Standarddatenbogen insgesamt 11 Arten des Anhang II gelistet.

Besonders Arten, die mit fließendem Gewässer in Verbindung stehen, wie die Flussperlmuschel und Bachmuschel, sind an dieser Stelle zu nennen, wobei letztere laut Standarddatenbogen nicht mehr im Schutzgebiet vorkommt. Auch der Gekielte Flussfalke ist hervorzuheben, da ein Vorkommen der Art in Luxemburg nur in diesem Gebiet bekannt ist. Des Weiteren kommt dem Russischen Bär eine hohe Bedeutung zu. Außerdem beinhaltet das FFH-Gebiet wichtige Überwinterungsquartiere für zwei Fledermausarten des Anhang II. Das Gebiet ist zudem wichtig für waldgebundene Vogelarten, wie den Schwarzstorch, der mehrfach in der Region beobachtet werden konnte (vgl. Managementplan LU0001002, 2018).

Tabelle 4: Vorkommende Vogelarten des Anhang I der Vogelschutzrichtlinie im FFH-Gebiet nach Angabe des Standarddatensatzes der EU

Name wissenschaftlich	Name deutsch
<i>Accipiter gentilis</i>	Habicht
<i>Aegolius funereus</i>	Raufußkauz
<i>Alcedo atthis</i>	Eisvogel
<i>Bonasa bonasia</i>	Haselhuhn
<i>Bubo bubo</i>	Uhu
<i>Ciconia nigra</i>	Schwarzstorch
<i>Cinclus cinclus</i>	Wasseramsel
<i>Corvus corax</i>	Kolkrabe
<i>Dryocopus martius</i>	Schwarzspecht
<i>Falco peregrinus</i>	Wanderfalke
<i>Falco subbuteo</i>	Baumfalke
<i>Lanius collurio</i>	Neuntöter
<i>Mergus merganser</i>	Gänsesäger
<i>Milvus milvus</i>	Rotmilan
<i>Motacilla cinerea</i>	Gebirgsstelze
<i>Parus cristatus</i>	Haubenmeise
<i>Pernis apivorus</i>	Wespenbussard
<i>Phylloscopus sibilatrix</i>	Waldlaubsänger
<i>Picus canus</i>	Grauspecht
<i>Picus viridis</i>	Grünspecht
<i>Scolopax rusticola</i>	Waldschnepfe
<i>Streptopelia turtur</i>	Turteltaube

Etwa 4 km nördlich von Vianden befindet sich innerhalb des FFH-Gebietes ein Natura 2000-Vogelschutzgebiet. Es handelt sich dabei um das Vogelschutzgebiet LU0002003 „Vallée supérieure de l'Our et affluents de Lieler à Dasbourg“.

4.2. ERHALTUNGSZIELE DES FFH-GEBIETES LU0001002

Folgende schützenswerte gebietspezifische Lebensräume und Arten werden im „Règlement grand-ducal du 6 novembre 2009 portant désignation des zones spéciales de conservation“ als Erhaltungsziele für das FFH-Gebiet LU0001002 formuliert:

- (1.) Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont (LU0001002)**
- (a.) maintien et amélioration de la qualité de l'eau et de la structure de l'Our et de ses affluents; en particulier maintien dans un état de conservation favorable respectivement restauration des rivières avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitriche-Batrachion (3260) et des populations de la Lamproie de Planer *Lampetra planeri* et du Saumon *Salmo salar*
 - (b.) maintien dans un état de conservation favorable des roches siliceuses avec végétation pionnière (8230) et des pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique (8220)
 - (c.) maintien dans un état de conservation favorable respectivement restauration des prairies à Molinie (6410), des formations herbeuses à Nard (6230*) et des prairies maigres de fauche (6510)
 - (d.) maintien dans un état de conservation favorable et extension surfacique des mégaphorbiaies (6430)
 - (e.) maintien dans un état de conservation favorable, restauration et extension surfacique des forêts alluviales (91E0*)
 - (f.) maintien dans un état de conservation favorable des forêts de ravin (9180*)
 - (g.) maintien dans un état de conservation favorable des hêtraies du Luzulo-Fagetum (9110)
 - (h.) maintien dans un état de conservation favorable et restauration des populations de l'Ecaille chinée *Callimorpha quadripunctaria* et de la Cordulie à corps fin *Oxygastra curtisii*
 - (i.) maintien dans un état de conservation favorable et restauration de la population de la Moule perlière *Margaritifera margaritifera* et de la Mulette épaisse *Unio crassus*
 - (j.) restauration de la population de la Loutre *Lutra lutra*
 - (k.) maintien dans un état de conservation favorable et restauration des populations du Grand murin *Myotis myotis* et du Murin à oreilles échancrées *Myotis emarginatus*

Die Erhaltungsziele verbinden Habitats und Arten als zu sicherndes, wiederherzustellendes und/oder zu verbesserndes ökologisches Gut. Eine Zusammenfassung der in den Erhaltungszielen gelisteten Lebensräume und Arten ist Tabelle 5 zu entnehmen.

Tabelle 5: Zusammenfassung der Erhaltungsziele des FFH-Gebietes LU0001002 „Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont.“

Geschützte Lebensräume und Arten in den Erhaltungszielen des FFH-Gebietes	
Lebensraumtyp	
3260	Fließgewässer mit flutender Wasservegetation
8230	Silikatfelskuppen mit ihrer Pioniervegetation
6230	Artenreiche Borstgrasrasen
6410	Pfeifengraswiesen
6430	Feuchte Hochstaudenfluren
6510	Magere Mähwiesen
8220	Silikatfelsen mit Felsspaltenvegetation
9110	Hainsimsen-Buchenwälder
9180	Schlucht- und Hangmischwälder
91E0	Auenwälder mit Erle, Esche, Weide
Invertebraten	
Wissenschaftlicher Name	Deutscher Name
<i>Callimorpha quadripunctaria</i>	Russischer Bär/Spanische Flagge
<i>Oxygastra curtisii</i>	Gekielte(r) Flussfalke/Smaragdlibelle
<i>Margaritifera margaritifera</i>	Flussperlmuschel
<i>Unio crassus</i>	Bachmuschel
Fische und Rundmäuler	
Wissenschaftlicher Name	Deutscher Name
<i>Lampetra planeri</i>	Bachneunauge
<i>Salmo salar</i>	Atlantischer Lachs
Säugetiere	
Wissenschaftlicher Name	Deutscher Name
<i>Lutra lutra</i>	Fischotter
<i>Myotis myotis</i>	Großes Mausohr
<i>Myotis emarginatus</i>	Wimperfledermaus

5. WIRKUNGSPROGNOSE

5.1. ERHALTUNGSZIELE IM SCHUTZGEBIET

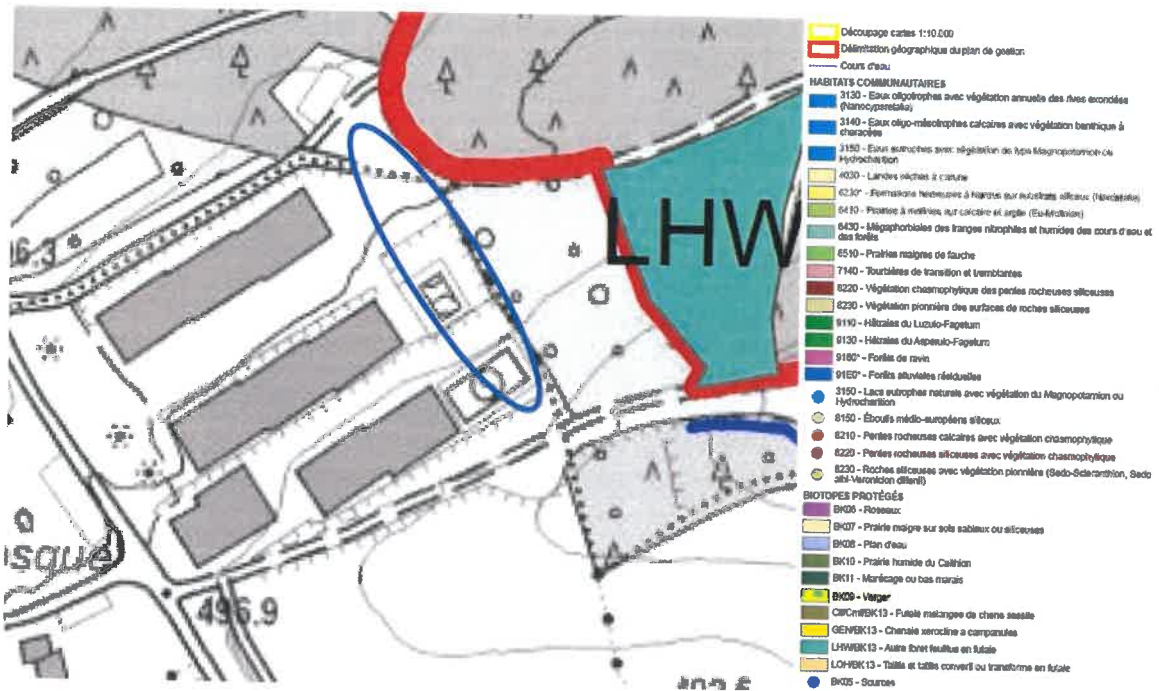


Abbildung 13: Auszug aus der Biotopkarte „Extrait 12“ des Managementplans LU0001002. Die ungefähre Lage des Plangebietes ist blau markiert.

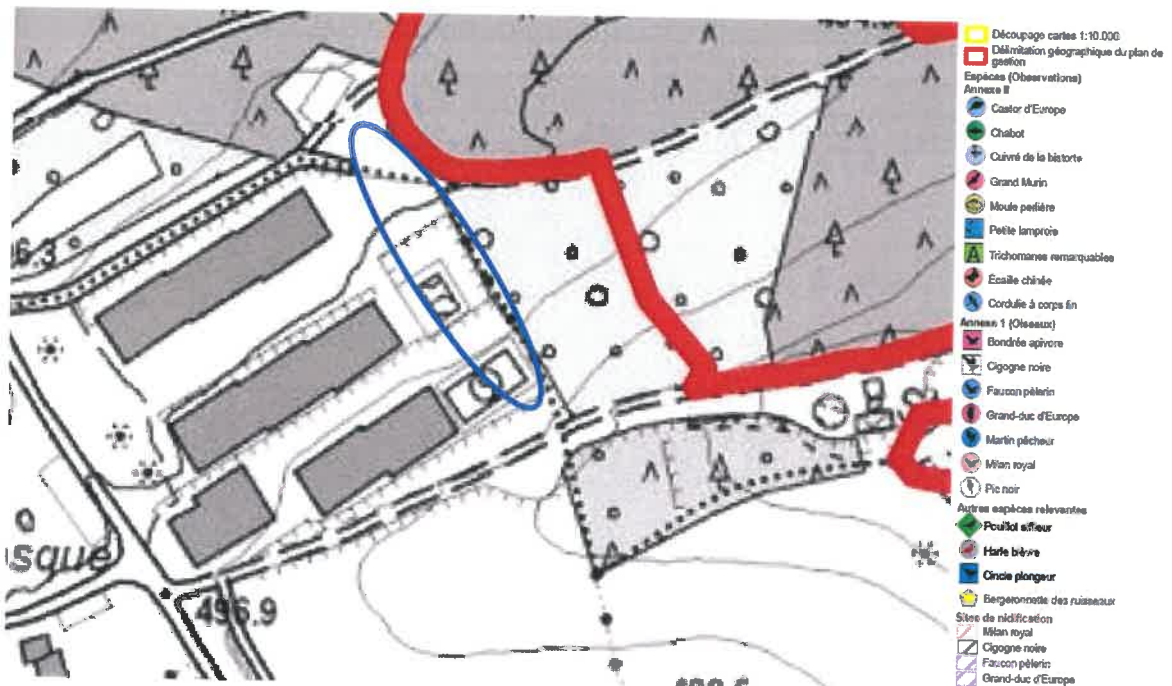


Abbildung 14: Auszug aus der Habitatkarte „Extrait 12“ des Managementplans LU0001002. Die ungefähre Lage des Plangebietes ist blau markiert.

Ziel a.: Bewahrung und Verbesserung der Wasserqualität und der Struktur der Our und ihrer Zuflüsse. Erhaltung eines günstigen Zustandes und Wiederherstellung von Gewässern mit den Wasserpflanzengesellschaften des Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion (3260) sowie der Population des Bachneunauges und des Lachses.

Der Planungsbereich liegt vollständig außerhalb der Habitatzone. Das nächstgelegene Gewässer, die Bollertsbaach, verläuft weniger ca. 35 m südöstlich des Plangebietes. Die Bollertsbaach ist ein Nebenarm der Huschterbaach, welche wiederum bei Obereisenbach in die Our mündet. Unter Berücksichtigung folgender Maßnahmen werden keine erheblichen Auswirkungen auf das Schutzziel während der Bauphase erwartet:

- ▶ Baubedingt ist eine ordnungsgemäße und sichere Baustelleneinrichtung und Nutzung von Baustellenmaschinen zu gewährleisten, sodass eine Gefährdung des Oberbodens und der Gewässer durch Schmiermittel oder Treibstoffe ausgeschlossen werden kann.

Ziel b.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands der Silikatfelskuppen mit ihrer Pioniervegetation (8230) und der Silikatfelsen mit Felsspaltenvegetation (8220)

Silikatfelskuppen mit Pioniervegetation und der Silikatfelsen mit Felsspaltenvegetation kommen im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel c.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands sowie Restaurierung der Pfeifengraswiesen (6410), der Artenreichen Borstgrasrasen (6230) und der Mageren Mähwiesen (6510)

Pfeifengraswiesen, Artenreiche Borstgrasrasen und Magere Mähwiesen kommen im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel d.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands und Flächenausweitung der Feuchten Hochstaudenfluren (6430)

Feuchte Hochstaudenfluren kommen im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel e.: Bewahrung eines günstigen Zustands und Flächenausweitung der Auenwälder (91E0)

Auenwälder kommen im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel f.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands der Schlucht- und Hangmischwälder (9180)

Schlucht- und Hangmischwälder kommen im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel g.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands der Hainsimsen-Buchenwälder (9110)

Hainsimsen-Buchenwälder kommen im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel h.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands sowie Wiederherstellung der Population des Russischen Bären (*Callimorpha quadripunctaria*)

Der Russische Bär kommt laut Managementplan im Planungsbereich nicht vor. Laut MNHN-Datenportal gibt es jedoch mehrere rezente Funde, die auf Vorkommen in der Umgebung hinweisen. Aufgrund der minimalen Flächeninanspruchnahme des zu erweiternden Schwimmbeckens sowie mangelnder Funde im Plangebiet werden Beeinträchtigungen des Schutzzieles nicht erwartet.

Ziel i.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands sowie Wiederherstellung der Population der Flussperlmuschel *Margaritifera margaritifera* und der Bachmuschel *Unio crassus*

Die Flussperlmuschel und die Bachmuschel kommen im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel j.: Wiederherstellung der Population des Fischotters *Lutra lutra*

Der Fischotter kommt im Planungsbereich nicht vor. Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

Ziel k.: Bewahrung eines günstigen Erhaltungszustands sowie Wiederherstellung der Population des Großen Mausohrs (*Myotis myotis*) und der Wimperfledermaus (*Myotis emarginatus*)

Laut Managementplan LU0001002 und MNHN-Datenportal sind keine Vorkommen der Schutzzielarten im Plangebiet bekannt. Erhebliche Beeinträchtigungen des Schutzzieles werden nicht erwartet.

5.2. KUMULATIVE EFFEKTE

Nach Art. 6 Absatz 3 der Habitat-Richtlinie 92/43/EWG muss geprüft werden, ob ein Plan oder Projekt „einzeln oder in Zusammenwirkung mit anderen Plänen und Projekten“ (kumulative Wirkungen) ein Gebiet erheblich beeinträchtigen könnte. In der näheren Umgebung liegen keine Pläne oder Projekte vor, welche kumulativ mit der vorliegenden PAG-Änderung und dem geplanten Ausbau des Schwimmbeckens das Schutzgebiet LU0001002 erheblich beeinträchtigen könnten.

Qualitativ-funktionale Besonderheiten:

Durch den geplanten Ausbau eines Schwimmbeckens bei Wahlhausen-Dickt entsteht kein dauerhafter direkter Flächenentzug im Natura 2000-Schutzgebiet LU0001002. Essenzielle Habitate werden nicht angenommen. Ein Vorkommen der Zielarten innerhalb des Plangebietes ist nicht gegeben.

Quantitativ-absoluter Flächenverlust:

Durch den geplanten Ausbau eines Schwimmbeckens bei Wahlhausen-Dickt entsteht kein quantitativ-absoluter Flächenverlust. Es ist zu beachten, dass artspezifisch benötigte Habitatstrukturen nicht oder nur teilweise im Plangebiet bestehen. Vorkommen der Zielarten innerhalb des Plangebietes sind nicht bekannt (vgl. mdata.mnhn.lu; Managementplan LU0001002, 2018). Da kein quantitativ-absoluter Flächenverlust vorliegt, werden folglich keine Orientierungswerte für Schutzzielarten nach Lambrecht u. Trautner (2007) überschritten.

Quantitativ-relativer Flächenverlust:

Durch den geplanten Ausbau eines Schwimmbeckens bei Wahlhausen-Dickt entsteht kein quantitativ-relativer Flächenverlust.

Erhebliche Beeinträchtigungen qualitativ-funktionaler besonderer Teilhabitate für die in den Erhaltungszielen gelisteten Arten können im Schutzgebiet ausgeschlossen werden.

Durch fehlenden quantitativ-absoluten Flächenverlust ergeben sich keine erheblichen Beeinträchtigungen der in den Erhaltungszielen gelisteten Arten.

Die Bedingung des 1%-Kriteriums wird erfüllt.

Da mit der Erweiterung des bebaubaren Bereiches dauerhafter Flächenentzug im Schutzgebiet gegeben ist sowie erhebliche Auswirkungen bei der Umsetzung der empfohlenen Maßnahmen vermieden werden können, werden keine erheblichen kumulativen Effekte durch die geplante PAG-Modifikation erwartet.

6. ZUSAMMENFASSUNG UND FAZIT

Die Gemeinde Parc Hosingen plant bei Wahlhausen-Dickt eine Fläche, die im aktuellen PAG als „Zone forestière“ (FOR) ausgewiesen ist, über eine punktuelle Modifikation in eine „Zone spéciale ‚la Sapinière 1‘“ (SPEC sap-1) umzuwandeln. Da allgemein die SPEC sap-1 als Ausweisungskategorie im PAG noch nicht existiert, ist die Definition einer solchen Zone ebenfalls Teil dieser „modification ponctuelle“ (MoPo). Ziel der Modifikation ist eine Bestandsanpassung der aktuellen Nutzung (Schwimmbecken, Tennisplatz und weitere Einrichtungen wie z. B. Bungalow) sowie ein Ausbau des Schwimmbeckens im Plangebiet.

Das besagte Plangebiet befindet in der Nähe des Natura 2000-Schutzgebietes LU0001002 „Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont“.

Nach Art. 32f des Naturschutzgesetzes (NatSchG), „loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles“ und nach Artikel 6, Absatz 3 der FFH-Richtlinie ist eine FFH-VP durchzuführen, sobald Pläne oder Projekte einzeln oder in Verbindung mit anderen Plänen und Projekten (kumulativ) ein Habitat- oder Vogelschutzgebiet erheblich beeinträchtigen können.

Die FFH-VP erfolgt auf der Basis der für das Schutzgebiet festgelegten Schutz- und Erhaltungsziele. Zentrale Frage ist, ob ein Projekt oder Plan zu erheblichen Beeinträchtigungen eines Natura 2000-Gebiets in seinen für die Schutz- und Erhaltungsziele maßgeblichen Bestandteilen führen kann.

Der eigentlichen FFH-VP vorgeschaltet ist ein FFH-Screening oder eine FFH-Vorprüfung, in der die Betroffenheit des Schutzgebietes abgeschätzt wird. Die Durchführung der FFH-VP ist vom Ergebnis einer solchen Vorprüfung abhängig.

Stellt sich bei der Vorprüfung heraus, dass erhebliche Auswirkungen auf die Lebensraumtypen und Anhangarten nicht ausgeschlossen werden können, ist eine eigentliche FFH-VP durchzuführen.

Vom Projektvorhaben ist das Natura 2000-Gebiet LU0001002 „Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf-Pont“ betroffen, für das in der vorliegenden Studie eine FFH-Vorprüfung durchgeführt wurde.

Die Vorprüfung hat ergeben, dass keine erheblichen Beeinträchtigungen für die Schutz- und Erhaltungsziele zu erwarten sind sofern folgende Maßnahmen berücksichtigt bzw. eingehalten werden:

- ▶ Baubedingt ist eine ordnungsgemäße und sichere Baustelleneinrichtung und Nutzung von Baustellenmaschinen zu gewährleisten, sodass eine Gefährdung des Oberbodens und der Gewässer durch Schmiermittel oder Treibstoffe ausgeschlossen werden kann.



Luxembourg, le 24 MAI 2023

Administration communale
de Parc Hosingen
B.P. 12
L-9801 Hosingen

N/Réf : 105609/PS
Dossier suivi par : Pit Steinmetz
Tél. : 247 86857
E-mail : pit.steinmetz@mev.etat.lu

Concerne : Loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (avis 2.3)

Modification ponctuelle de la partie graphique du plan d'aménagement général de la commune de Parc Hosingen concernant des fonds sis à Wahlhausen, au lieu-dit « in der Dickt » (projet nommé « La Sapinière)

Monsieur le Bourgmestre,

Par courrier du 4 avril 2023, vous m'avez soumis pour avis une évaluation sommaire des incidences (UEP) élaborée par le bureau d'études Oeko-Bureau portant sur le classement de la parcelle n°1081/4234 en tant que zone spéciale « la Sapinière 1 » (SPEC sap-1). Il s'agit d'une nouvelle zone destinée à être urbanisée d'environ 0,136ha à proximité directe d'une forêt. Le bureau d'études précité a également élaboré une évaluation sommaire des incidences selon l'article 32 de la loi PN afin de vérifier les incidences probables du projet de modification ponctuelle sur la zone spéciale de conservation (ZSC) « Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont ». Les auteurs de l'UEP concluent que des incidences significatives sur l'environnement peuvent être exclues, de sorte qu'une évaluation environnementale selon la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement (loi EES) ne serait pas nécessaire. Cette conclusion peut être partagée, à condition que les remarques suivantes soient respectées dans le cadre de la modification ponctuelle du PAG :

- Pour la définition de la SPEC sap-1, les dispositions suivantes sont à transposer dans la partie réglementaire du PAG :

La zone spéciale « la Sapinière 1 » (SPEC sap-1) est destinée aux activités sportives et récréatives de plein air. Seul sont autorisés les aménagements et équipements en rapport avec la destination de la zone (piscine, terrain de sport, mobilier urbain). Tout séjour, même temporaire, en résidence mobile ou autres installations mobiles, est interdit.

- Le bord de la nouvelle zone destinée à être urbanisée est à superposer sur une largeur de 5m par une zone de servitude « urbanisation – zone tampon » ayant la définition suivante :

La servitude « urbanisation – zone tampon » vise la création d'une lisière de forêt par le maintien de feuillus existants et le développement d'arbustes et de buissons soit par des plantations d'essences indigènes soit par le phénomène de la succession écologique sur au moins 70% de la surface superposée par la servitude.

Il s'agit de garantir une transition adéquate entre le village de vacances « la Sapinière » et la forêt à proximité directe du village. Dans l'hypothèse où les conditions précitées ne seraient pas respectées, un rapport environnemental serait nécessaire qui devrait se pencher sur les incidences probables du projet sur le bien environnemental « flore, faune, biodiversité » (clarification du statut de protection des fonds en question, analyse des incidences probables sur le milieu forestier).

Je me permets de vous rappeler que conformément aux dispositions de l'article 2.7 de la prédite loi, la décision de ne pas réaliser une évaluation environnementale ainsi que les raisons qui auront abouti à cette conclusion devront faire l'objet d'une publicité adéquate.

Par ailleurs, l'évaluation sommaire des incidences annexée à l'UEP devra faire l'objet d'une publication conformément à l'article 32.5 de la loi PN. Cette publication peut être combinée avec celle imposée par les dispositions de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (loi ACDU).

Enfin, le vote du conseil communal en vertu de l'article 10 de la loi ACDU me devra être transmis pour avis conformément à l'article 5 de la loi PN, alors que la délimitation de la zone verte sera modifiée par le projet de modification envisagé.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Marianne MOUSEL
Premier Conseiller de Gouvernement

Copie pour information : Ministère de l'Intérieur
Administration de la nature et des forêts